inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, N°33 septembre 1975 — 30fb, 3ff, 3fs

PORTUGAL : les deux camps se radicalisent

sauvons Otaegui et Garmendia !

inprecor

correspondance de presse internationale

n° 33, 11 septembre 1975

sommaire

ARGENTINE
Cinq militants du PST assassinés p. 2

ESPAGNE
Une passe difficile - P. Rops p. 3

EUSKADI
Sauvons la vie de Garmendia et Otaegui - Déclaration de la LCR-ETA(6) p. 5

PORTUGAL
Les deux camps se radicalisent - A. Udry p. 7

L'accord unitaire p. 14

Déclaration du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale p. 15

BANGLA DESH
Le coup d'Etat : ses origines et ses conséquences - Javad Hussein p. 17

ANGOLA
Vers la guerre civile ? - C. Gabriel p. 20

EGYPTE
Arrestation de 20 militants révolutionnaires p. 27

Le rapport de "Al-Akhbar" p. 29

Solidarité contre la répression p. 30

URUGUAY
Liberté pour les prisonniers politiques ! p. 32

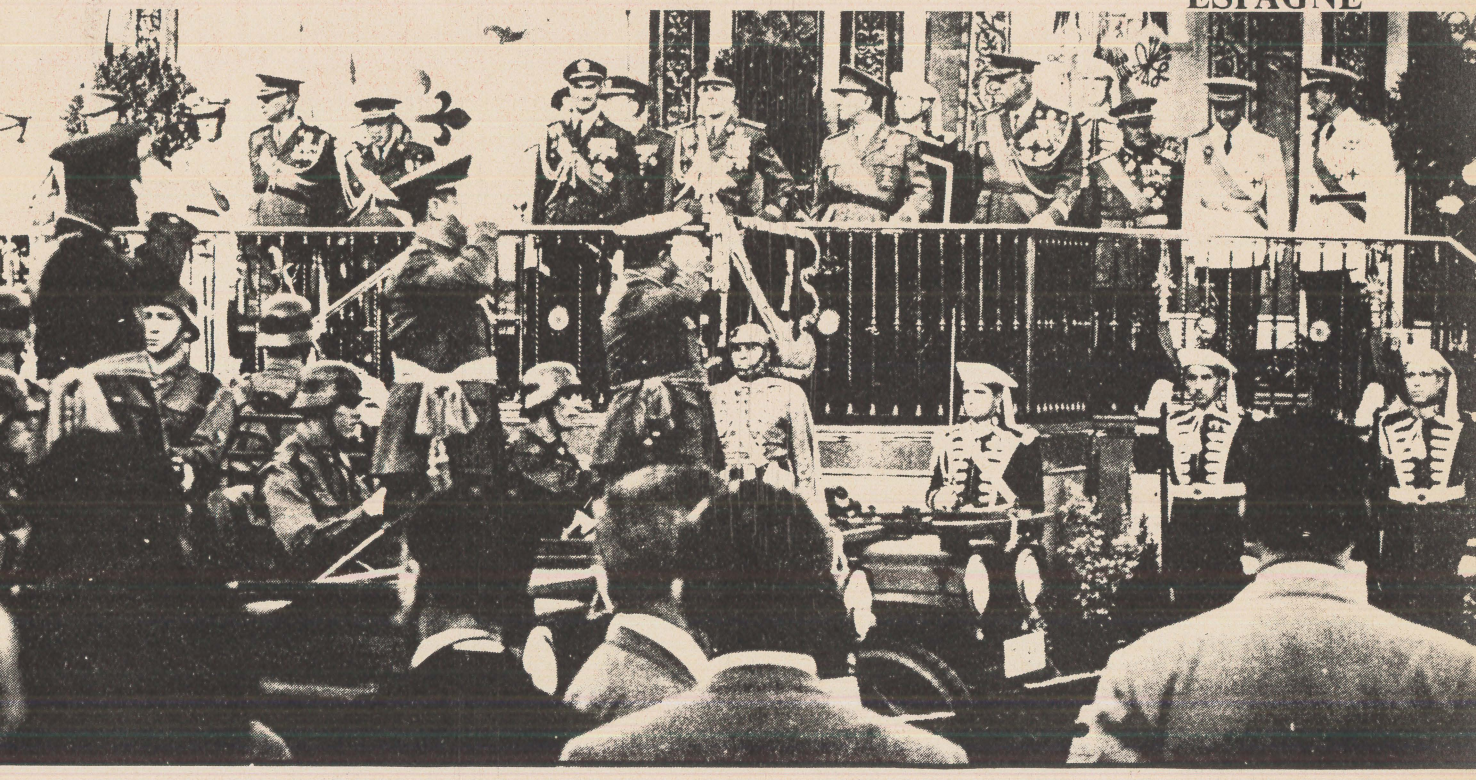
argentine

5 mililitants du PST assassinés

Nous venons juste d'apprendre que 5 camarades du Partido Socialista de los Trabajadores argentin (PST -- Parti socialiste des travailleurs), organisation sympathisante de la Quatrième Internationale ont été assassinés par des gangsters fascistes. Les corps de nos camarades ont été retrouvés, criblés de balles, à Berisso, dans la banlieue de Buenos Aires, près de l'usine Propulsora. Les camarades assassinés -- Adriana Galdua, Anna Maria Lorenzo, Lidia Agostini, Hugo Frigerio et Roberto Lascertales -- avaient milité en défense d'une grève à la Propulsora. Ces assassinats sont les derniers d'une longue série qui visent à terroriser la classe ouvrière argentine et son avant-garde. La classe ouvrière argentine, forte de sa récente grève générale victorieuse, saura certainement riposter aux attaques désespérées de l'extrême-droite : en organisant la solidarité et l'auto-défense la plus large.

SOLIDARITE AVEC LE PAST ET TOUTES LES VICTIMES DE LA TERREUR FASCISTE ET DE LA REPRESSION !
POUR L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE CONTRE LES BANDES ARMEES DU CAPITAL !

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; $ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $ 24 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS



UNE PASSE DIFFICILE

PACO ROBS

Il y a un an, tout laissait présager en Espagne un effondrement imminent du régime franquiste : l'impact colossal des évènements du Portugal, la maladie brutale de Franco, l'offensive politique lancée par le PCE en constituant la "Junte Démocratique".(1) Tout annonçait la fin prochaine de la plus vieille dictature d'Europe.

Aujourd'hui, la révolution portugaise piétine et menace de s'enliser malgré les progrès décisifs qu'elle a accomplis en un temps remarquablement bref ; Franco a largement repris en main les rênes du pouvoir et redonne vigueur à l'extrême-droite fascisante ; la "Junte Démocratique" se heurte sur son terrain à la concurrence de la "Convergence démocratique" mise en place par le PSOE, toutes deux cherchant en vain par des combinaisons de couloir à précipiter en douceur le passage à une démocratie bourgeoise libérale.

Quoique aux portes de l'agonie, la dictature espagnole semble trouver ainsi un second souffle dans une répression dont la violence et la férocité avaient été rarement égalées ces dernières années.

C'est dans la puissante montée des luttes de classe dont le Pays Basque est la pointe avancée (voir ci-joint la déclaration de la LCR-ETA(6) concernant la grève générale au Pays Basque), c'est dans l'accélération de la crise de la dictature à l'heure où apparaissent des fissures au sein même de l'armée, qu'il faut chercher les raisons du durcissement actuel du régime et comprendre qu'aussi dangereux qu'il soit, il ne peut être qu'éphémère.

Le régime s'installe dans l'état d'exception

Au cours de l'été les arrestations se sont multipliées contre les militants de l'ETA (V), du FRAP(2), de l'UPG(3). Un des principaux dirigeants de l'ETA (V), "Wilson", est tombé entre les mains de la police qui le considère comme l'organisateur de l'attentat contre Carrero Blanco. Nul doute que la peine de mort sera prononcée contre lui, de même qu'elle a été requise contre 5 militants du FRAP accusés d'avoir abattu un policier à Madrid.

De plus, lors d'un récent conseil des ministres, Franco a fait adopter un décret-loi qui en suspendant deux articles de la Constitution garantissant l'inviolabilité du domicile privé et limitant à 72 heures la garde à vue sans inculpation, instaure de fait un état d'exception pour deux ans dans toute l'Espagne.

Dans l'appareil d'Etat, l'extrême-droite reprend vigueur. Ce refuge dans la terreur ne saurait pourtant offrir d'issue au régime. Dernier recours de la dictature, l'armée à son tour est touchée. Même si l'affaire semble aujourd'hui étouffée, l'arrestation de 9 officiers au début du mois d'août a révélé l'existence d'un courant structuré en son sein qui s'oppose au régime franquiste, l'Union militaire démocratique.

Cette organisation à laquelle le travail du PCE ne semble pas étranger regrouperait près d'un millier d'officiers. Bien qu'une liste de 300 d'entre eux soit tombée aux mains de la police, aucune sanction n'a pu être prise à leur encontre. Le régime est miné jusque dans ses derniers appuis.

A l'heure de la révolution portugaise

Les évènements du Portugal ont une répercussion directe en Espagne. Puissant accélérateur de la crise de la dictature franquiste dans sa première phase, la révolution portugaise, par ses conquêtes comme par ses incertitudes pèse sur la situation actuelle.

Les partis réformistes, le PCE en premier lieu, croyaient y trouver d'abord une confirmation éclatante de leur politique : il était possible de passer en douceur d'une dictature décadente à un régime de démocratie bourgeoise sans déclencher un processus révolutionnaire qui mette directement en cause la propriété privée des moyens de production et l'appareil d'Etat bourgeois. Depuis les évènements du 11 mars et l'accélération brutale de la révolution portugaise, les candidats au rôle de Spinola se font plus rares et plus discrets les bourgeois libéraux qui acceptent d'ores et déjà une alliance avec les partis ouvriers.

La Junte Démocratique constituée il y a un an est à la recherche d'un deuxième souffle. Le PCE s'efforce de convaincre la bourgeoisie qu'elle a tout intérêt à précipiter la relève de la dictature sous peine de devoir la réaliser demain dans des conditions autrement difficiles, face à un mouvement de masse beaucoup plus puissant. Mais celle-ci fait montre d'un réflexe de classe élémentaire en reculant devant la menace déjà présente d'une classe ouvrière qui a suffisamment fait la preuve ces derniers temps de sa force, de sa combativité et de sa maturité.

Par ailleurs, la division profonde au sein du mouvement ouvrier au Portugal rejaillit également en Espagne. Le PSOE qui avait refusé de s'intégrer à la Junte Démocratique vient de constituer la "Convergence Démocratique", sur un projet de collaboration de classe tout à fait semblable, avec l'appui de certains secteurs de la démocratie-chrétienne, du Parti carliste et de deux organisations maoïstes, le MCE et l'ORT. La présence de ces deux organisations révolutionnaires, parmi les plus puissantes de l'extrême-gauche, notamment en Euskadi où elles dirigent les commissions ouvrières, apporte au PSOE une caution de gauche et une influence dans l'avant-garde ouvrière, assez inespérées.

L'encouragement puissant qu'avait signifié le début de la révolution portugaise perd beaucoup de sa force face à cette division du mouvement ouvrier et à la politique de collaboration de classe où l'engagent ses organisations dans leur quasi totalité, qu'elles se trouvent dans la Junte ou dans la Convergence démocratique.

En s'efforçant de maintenir le mouvement de masse dans un rôle de pression sur la bourgeoisie, en refusant de le mobiliser directement dans un assaut généralisé contre la dictature, les directions réformistes du PCE comme du PSOE offrent au régime un sursis inespéré. Le temps que s'abatte encore combien de fois la hache du bourreau ?

le 3.9.1975

NOTES

(1) La Junte Démocratique constituée en août 74 à l'initiative du PCE regroupait notamment des secteurs de la démocratie-chrétienne, le parti carliste qui l'a quittée depuis et deux organisations d'extrême-gauche maoïstes, Bandera Roja et le Parti du travail (ex-PCI). Bandera Roja a depuis fusionné avec le PC.

(2) FRAP : Front révolutionnaire anti-fasciste et patriote. Organisation créée par les maoïstes du PCMLE.

(3) UPG : Union du peuple de Galice. Organisation autonomiste liée à l'ETA (V). ■

PLUS QUE JAMAIS CHAQUE MINUTE COMPTE

• *Angel Otaegui*

SAUVONS LA VIE

• *José Antonio Garmendia*

SUIVONS L'EXEMPLE D'EUZKADI : TOUS EN GREVE,

DE GARMENDIA ET OTAEGUI !

TOUS EN LUTTE, TOUS DANS LA RUE !

DECLARATION DU BUREAU POLITIQUE DE LA LCR-ETA (6)

L'agression de la dictature est brutale et ferme. Elle est déterminée à assassiner Garmendia et Otaegui. La farce du procès au cours duquel même les témoins n'ont pas reconnu Garmendia -- et, malgré cela, il fut condamné à mort -- ne pourrait être plus scandaleuse. Pour la dictature, il s'agit avant tout, d'un acte politique à la signification claire : démontrer au mouvement ouvrier ce que subiront ceux qui luttent pour la renverser.

Chaque minute compte. Mercredi prochain, l'assassinat des deux militants de ETA (V) sera déjà peut-être un fait. Seule la mobilisation la plus large et la plus déterminée des travailleurs et de tout le peuple sera capable de l'empêcher.

L'Euskadi s'est lancée ouvertement dans la lutte. Avec encore plus de force et d'organisation qu'elle ne l'avait fait lors du procès de Burgos en décembre 1970. L'appel unitaire à la grève générale lancé par les commissions ouvrières et les organisations politiques (à l'exception du Parti nationaliste) a été largement appuyé.

En Biscaye, le jeudi, 5000 ouvriers des grandes entreprises de la Margen firent grève et divers ateliers des Hauts-fourneaux, de Babcok-Wilcox, de Nava General Electrica, etc. s'arrêtèrent avec eux. A la Margen, rive droite, des entreprises importantes s'arrêtèrent également : Westinghouse, Mecanica la Pena, Franco-Española...). Dans la région de Basauri également : arrêts à Firestone, Echeverria, EDESA, Bandas, Ripolin... Les travailleurs des banques se joignirent à la grève dans divers centres de Bilbao et la police mis à sac la Banque de Biscaye. La grève générale avec fermeture des magasins et manifestations très larges a caractérisé le climat général dans la majorité des autres villes et villages de la province ; à Lekeito et Baskio, la police a dispersé les manifestants en tirant. A Bilbao également, les manifestations se sont succédées : 1 000 personnes à Algorta ; 400 personnes armées de barres de fer à Erandio, manifestation à Portugalete et Santurce, 1 000 personnes dans le centre de Bilbao.
Le vendredi, l'arrêt fut total dans toutes les grandes entreprises et la grève générale se poursuivit dans les villages, les manifestations s'élargissant à d'autres endroits (San Salvador, etc.).

Dans tous les coins commencent à apparaître des organes de coordination et de direction de la lutte : dans les entreprises où plusieurs organes existent, ils se coordonnèrent pour diriger la grève. Des comités de grève sont apparus, comme celui de Sestas (coeur de la grande industrie de Biscaye), formé par les commissions ouvrières, les organes de quartiers et des enseignants et les organisations ouvrières. Un comité technique se forma au niveau de toute la grande zone industrielle, dans lequel se retrouvèrent les commissions ouvrières de toute la zone, les commissions de quartiers, les organes des enseignants, les organes contre la répression et les organisations ouvrières.

Le Guipuzcoa est la province dans laquelle la lutte a atteint les niveaux les plus élevés.

Dès le jeudi il y eut un arrêt général dans toutes les entreprises de la province et une grève générale dans la grande majorité de la zone. La banque se joignit à la lutte à Central, Hispano, Cajas de Ahorro, etc., tout comme les agences d'assurances. Les travailleurs et les médecins des hôpitaux se joignirent également à la grève. Certains commerçcants organisèrent eux-mêmes des piquets d'extension de la grève qui paralysèrent le commerce. Les manifestations se succédèrent au cours du jeudi et du vendredi 3 000 personnes à Zarauz, où participèrent des femmes, des enfants et tout le village et où des barricades furent dressées; 1 000 personnes à Renteria ; à Hernani tout le village descendit dans la rue, éleva des barricades aux sorties du village et répandit du verre sur les routes pour empêcher l'avance des voitures de la police ; à Lasarte, il y eut des assemblées dans le village ; à Mondragon même les coopératives s'arrêtèrent, la grève fut générale et les mères des prisonniers politiques organisèrent une "retraite" ; à Elgoibar il y eut également des barricades : à Azpeitia une manifestation de 1 500 personnes, etc. Tout comme en Biscaye, la grève se développa le vendredi et les manifestations continuèrent. La grève générale est complète.

En plus d'un bureau unitaire au niveau de la province, la lutte de chaque village est dirigée par des bureaux de coordination composés des Commissions ouvrières, des comités d'usine, des comités de quartier et des comités enseignants ainsi que des organisations politiques. Aujourd'hui dimanche (31 août -- INPRECOR) de nombreuses assemblées très larges ont eu lieu dans presque toute la zone pour préparer la poursuite de la grève. Malgré le fait qu'il y a déjà eu quatre blessés par balles, malgré la brutalité de la police et les arrestations, malgré la loi "anti-terroriste", la classe ouvrière et le peuple de Guipuzcoa se préparent à continuer le combat.

En Navarre des assemblées et des arrêts de travail se développèrent dans ne nombreuses entreprises le jeudi et le vendredi. Ces deux jours, il y eut des manifestations de plus de 2 000 personnes, parfaitement encadrées, les manifestants portant des pancartes et des barres de fer. Le samedi il y eut des assemblées larges des commissions ouvrières dans chaque entreprise d'abord, puis par secteurs; le soir, plusieurs piquets des commissions ouvrières arrosèrent Pampelune de tracts. Aujourd'hui dimanche, il y a une assemblée générale de la ville, convoquée par les commissions ouvrières et avec l'appui des militants de tous les secteurs, pour impulser la grève générale à partir de demain.

Depuis le début du procès, un Comité central de grève fonctionne, formé par les commissions ouvrières, les comités de quartiers et d'enseignants et les organisations politiques.

A Aleva, le jeudi, il y eut un arrêt à Aceros de Lledo, une des principales usines de la province et des manifestations eurent lieu à Vitoria. Le samedi, la grève s'étendit à plusieurs entreprises et une manifestation de quelques 1 000 personnes fut organisée.

Voilà le chemin qu'il faut suivre. Voilà la lutte qui peut arracher la vie de Garmendia et Otaegui des griffes franquistes. L'Euskadi ne peut pas rester seule en ce moment. La mobilisation commence à s'étendre à d'autres endroits : arrêts dans la construction de toute la zone nord de Madrid et assemblées dans diverses entreprises, ainsi que des actions de commandos dans le centre de la ville; arrêts de travail dans quelques chantiers navals de Gijon ("El Dique") et agitation intense dans les entreprises et dans les mines; manifestation à Barcelone, à Séville et dans d'autres régions de l'Etat espagnol. La solidarité internationale s'étend également : manifestations et occupations d'ambassades à Stockholm, Paris, Rome, Bayonne, Hendaye, Toulouse, Amsterdam, etc..

Mais il est nécessaire d'agir vite. Il faut activer la lutte. L'unité dans l'action, le front unique de toutes les organisations ouvrières contre la répression assassine est aujourd'hui -- comme le montre l'exemple d'Euskadi -- le chemin le meilleur pour la lutte. Il n'y a pas de place maintenant pour le doute, l'attente et les hésitations. C'est le moment d'agir. Et d'agir unitairement. L'Euskadi doit pouvoir compter sur tous les peuples de l'Etat espagnol et sur toute la classe ouvrière internationale, non pas seulement pour un appui symbolique mais, effectivement, sur l'unité de la lutte directe pour sauver la vie de Garmendia et Otaegui.

Et pour cela, rompant le silence de la presse officielle, il est nécessaire de populariser l'exemple de la lutte des travailleurs et du peuple d'Euskadi. Et, en plus, il est nécessaire de populariser l'exemple des prisonniers politiques qui, unitairement, ont commencé une grève de la faim dans toutes les prisons franquistes.

Suivons l'exemple d'Euskadi. Tous en grève, tous en lutte, tous dans la rue. Comme le dit l'appel des prisonniers politiques de Ségovie : Transformons cette attaque de la dictature en sa défaite irréversible et en une victoire ouvrière et populaire qui accélère son renversement définitif.

- LIBERTE POUR GARMENDIA ET OTAEGUI !
- LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !
- JUGEMENT DES CRIMINELS FRANQUISTES !
- DISSOLUTION DES CORPS REPRESSIFS ET DES TRIBUNAUX FRANQUISTES !
- A BAS LA DICTATURE ASSASSINE !

31 août 1975 ■

portugal

les deux camps se radicalisent

A. UDRY

Durant les mois de juillet et d'août, au Portugal, se sont mis en place les éléments propres à stimuler de nouvelles ruptures, de nouveaux déséquilibres, des confrontations entre classes plus aiguës.

A l'instar de la période précédant le 28 septembre 1974, les deux classes fondamentales de la société portugaise ne mesurent pas exactement les rapports de forces. Une vérification dans la pratique indiquera si les espoirs de l'offensive de la bourgeoisie, ouverte par la démission du gouvernement du Parti socialiste (PS) et du Parti populaire démocratique (PPD) correspondent effectivement à la réalité des rapports de forces sociaux. La bourgeoisie portugaise s'est déjà trompée !

Dans les deux camps un processus de radicalisation se développe, sans qu'il ait trouvé encore une issue.

Dans la brèche ouverte par les mobilisations du PS, ainsi que par l' "opération des Neuf", la réaction s'est engouffrée. Pour la première fois depuis septembre 1974, elle relève la tête, s'organise et organise des secteurs de la petite-bourgeoisie.

Dans le camp de la classe ouvrière, les manifestations des Commissions de travailleurs (CT), des Commissions de moradores (CM) à la fin juillet et le 20 août, ont exprimé la profondeur de la radicalisation de secteurs occupant une place décisive dans les bastions ouvriers de la région de Lisbonne et de Porto. Parallèlement, l'activité autonome des soldats, leur jonction avec cette avant-garde ouvrière, traduit aussi la fermentation profonde dans les rangs de l'armée.

L'accumulation de cette matière explosive indique déjà que toute période plus ou moins longue de "conciliation" est exclue. La "révolution tranquille" d'avril 1974 est terminée. Les heurts entre classes vont s'aiguiser.

Pour la discipline... contre «l'anarco-populisme»

La sortie du gouvernement du PS et du PPD, le 10 juillet, doit être saisie dans le cadre de la crise de direction politique bourgeoise de plus en plus accentuée. Une partie de la bourgeoisie, après septembre 1974 et mars 1975, comptait sur le MFA, ou du moins sur des secteurs importants de celui-ci, pour tenter de réunifier l'armée et pour procurer un élément de stabilité relative permettant la transition de l'Etat corporatiste à un Etat fort. Certes, la bourgeoisie portugaise était fortement divisée sur la voie à suivre. Ceux mêmes qui alors comptaient, en dernière instance, sur le MFA, ne mettaient pas tous leurs oeufs dans le même panier.

Mais, sous les effets combinés de la montée du mouvement de masse, de l'activité autonome grandissante des soldats, du débat politique dans les casernes -- ébullition stimulée par l'hétérogénéité idéologique du MFA --, la crise au sein de l'armée et les divisions dans le MFA ne cessèrent de s'accroître. Le MFA s'avère manifestement incapable de stabiliser et de remplir une fonction bonapartiste.

l'activité autonome des soldats, leur jonction avec l'avant-garde ouvrière traduit la fermentation dans les rangs de l'armée

Le "document guide" du 20 juin, adopté par l'assemblée générale du MFA, reconnaissait et avalisait l'émergence d'organes d'auto-organisation des masses laborieuses (Comissions de travailleurs, de moradores, assemblées populaires). En même temps, il cherchait à les intégrer dans le réseau des institutions de l'Etat bourgeois. Cependant, cette position prise par l'assemblée générale du MFA apparaît immédiatement comme peu susceptible de modifier la dynamique du mouvement de masse qui va dans le sens d'un renforcement des structures de "pouvoir populaire". Les effets du "document-guide" sont d'ailleurs contradictoires; la tentative d'intégration des Commisions de travailleurs, de moradores, des assemblées populaires, se double, de fait, d'une couverture "officielle" pour leur développement !

Soarès ne manque pas de le souligner. Le 28 juillet, le secrétariat national du PS produit un document intitulé "Vaincre la crise, sauver la révolution", dans lequel il s'exprime sans détours sur les décisions de l'assemblée du MFA. Après avoir réaffirmé son soutien au "Plan d'action politique", accepté par le Conseil supérieur de la révolution (document qui "assure "la construction du socialisme par la voie démocratique"), le PS déclare que le "document-guide" compromet la concrétisation de la voie démocratique, violant le pacte, et ouvre un chemin, soit à l'anarco-populisme, soit au totalitarisme bureaucratique...

Pour le PS, la lutte contre l' "anarco-populisme" passe par la mise en place d'un gouvernement de Salut national apte à "faire respecter la volonté populaire" et présidé par une "personnalité du MFA". "Dans la situation actuelle, le gouvernement de Salut national devra avoir comme but immédiat de créer dans le pays un climat de confiance, de travail, de discipline". Il devra aussi "réaffirmer le principe que les commissions de moradores et les commissions de travailleurs sont les formes du pouvoir populaire qu'il faut développer tant qu'elles ne prétendent pas devenir un "pouvoir parallèle" à l'appareil d'Etat". Enfin, le gouvernement de Salut national devra promulguer une législation punissant sévèrement les milices armées qui devront être liquidées dans le laps de temps d'un mois, comme d'ailleurs les "commissions de vigilance populaire" ou toutes autres structures étant en possession d'armes". Le texte continue en soulignant que "sur cette question (des milices) il ne peut y avoir de compromis : la constitution de milices armées partidaires conduirait à la désagrégation à terme du MFA et amènerait inévitablement le pays à des confrontations tragiques qui constituent le rêve de la réaction".

Voilà pour la première facette de la "défense de la démocratie" et de la lutte contre l' "anarco-populisme" qui se développe sous la houlette de la direction du PS. L'offensive lancée contre le développement d'organes embryonnaires de dualité de pouvoir se double évidemment d'une réaffirmation de la centralité des institutions de l'Etat bourgeois, de l'Assemblée

constituante contre le "pouvoir parallèle"... des commissions de travailleurs, etc.. Ainsi, le gouvernement de Salut national visera -- selon le programme du PS -- à "réaffirmer l'autorité et la fonction publique exercée par l'Assemblée constituante. Il est important de fixer immédiatement les appointements des députés élus par le peuple, et nous (le PS) considérons que c'est une atteinte à la dignité de l'Assemblée constituante que cela n'est pas encore fait jusqu'à maintenant" !

Raisons d'une démission

Le PS donne alors l'explication de sa sortie du gouvernement de coalition : l'autorité de l'Etat ne peut s'affirmer, le gouvernement est incapable de lutter "contre l'indiscipline du travail et la démagogie installée comme règle dans quasi toutes les entreprises". Ce qui est donc en jeu, ce n'est pas la lutte contre une prétendue "dictature militaire", mais précisément la démission d'un pouvoir civil qui ne trouve pas les ressources nécessaires, vu la crise de l'armée, pour faire appliquer ses décisions. "Dans son exemplarité est posée la question centrale de l'autorité de l'Etat. Sans autorité révolutionnaire (!) il n'y a pas de révolution -- il y a désagrégation sociale progressive qui conduit à l'anarchie et qui ne peut que favoriser la contre-révolution. Qui commande dans ce pays ? Le Conseil de la révolution ? L'Assemblée du MFA ? Le COPCON ? La cinquième division ? Les commissions de travailleurs ? La presse manipulée ? Les masses populaires, galvanisées par des manifestations contradictoires ?

Certainement qu'il n'y a pas de gouvernement. Et c'est pour cela que le PS sort du gouvernement... Les lois se modifient selon que les pressions s'exercent dans un sens ou dans l'autre. La propre autorité du MFA abdique devant l'influence croissante des groupes minoritaires, comme ce fut le cas évident dans l'affaire Republica, et à Radio Renascenca, où les décisions ne furent pas appliquées, les paroles du Président de la République et du Premier ministre ne furent pas honorées...".

L'ouverture de la crise gouvernementale, suite à la démission du PS et du PPD, donne le signal d'une offensive du PS, suivi par un PPD qui relève la tête avec précaution. L'initiative du PS doit exercer de l'extérieur une pression afin de permettre un réalignement des forces dans le MFA, pour en faire un instrument apte à barrer la route au développement du "processus révolutionnaire", à réaffirmer l'autorité de l'Etat, à réinstaurer la discipline dans les usines et dans l'armée, à briser les embryons d'organisation de l'auto-défense. Ce projet est pleinement confirmé par Soarès qui indique dans sa lettre du début septembre à Costa Gomès que "le pouvoir civil, pour imposer le respect de l'autorité révolutionnaire, a besoin, plus que jamais dans la phase actuelle de la désagrégation de la société portugaise, de la force du bras militaire". Il ne s'agissait donc pas pour le PS de rejetter le MFA en tant que tel, mais de faire jouer le poids de la mobilisation pour tenter de restabiliser le MFA.

L'offensive du PS a permis un regroupement dans les rangs de la bourgeoisie. Elle a pu lancer pour la première fois des initiatives, sans devoir subir immédiatement une riposte des travailleurs, riposte unitaire qui jusque là a rythmé les étapes de la montée révolutionnaire au Portugal. Cela doit aussi permettre d'éclairer la nature de la mobilisation de la social-démocratie.

Le document des neuf

Parallèlement, au sein du MFA, sous la conduite de Melo Antunès, est lancée une autre offensive qui acquiert un caractère public dès le 7 août. Le "groupe des Neuf" est composé du capitaine Vasco Lourenço, du major Canto e Castro, du commandant Vitor Crespo, du major Costa Neves, du major Melo Antunès, du major Vitor Alvès, du brigadier Franco Chairas, du brigadier Pezarat Coreia, du capitaine Sousa Castro.

Antunès, ce politicien sous l'uniforme, fait surgir ainsi sur la scène politique une alternative à la crise du pouvoir. Une crise du pouvoir que son document caractérise ainsi : "La question du pouvoir, c'est la question du pouvoir dans le MFA. La clarification de ce problème est la tâche prioritaire. Sans cela, il n'est pas possible de s'attaquer à fond au problème de l'organisation de l'Etat, en évitant sa ruine complète".

Au même titre que le document politique du PS, le manifeste des Neuf met l'accent sur "la progressive décomposition des structures de l'Etat. Des formes sauvages et anarchisantes de l'exercice du pouvoir furent installées un peu partout (y compris au sein des Forces armées)... Il est nécessaire de dénoncer vigoureusement l'anarchisme et le populisme qui conduisent inévitablement à une dissolution catastrophique de l'Etat, dans une phase de développement de la société où, sans Etat, tout projet politique est inviable". Il s'agit, pour Antunès et ses acolytes de "réunir les conditions pour qu'il (le MFA) récupère sa crédibilité et accomplisse sa vocation historique d'arbitre respecté et de moteur du processus révolutionnaire" (Jornal Novo du 7 août 1975).

Sur le plan économique, les Neuf proposent : "le maintien de nos liens avec l'Europe, en renforçant et approfondissant les rapports avec certains espaces économiques (CEE, AELE -- Communauté économique européenne, Association européenne de libre-échange)". Au même titre où le PS affirme que "ce

n'est pas tellement les nationalisations qui sont en cause que les modalités et l'opportunité de leur promulgation" (comprenez : suite aux mobilisations du 11 mars), les Neuf déclarent que les "nationalisations se sont succédées à un rythme impossible à absorber".

Même s'il est vrai que le document des Neuf est dans diverses formulations plus "gauchisant" que le manifeste du PS, il ne peut faire de doute sur la nature de classe d'une opération conduite par celui qui élabora le plan d'urgence économique publié en février 1975.
Un plan que le mouvement de masse balaya, à un rythme insupportable pour ceux qui n'avaient envisagé la nationalisation des banques et des assurances que comme simple possibilité pour le futur !

Toute la logique de la position des Neuf va, d'une part, dans le sens d'un renforcement des institutions de l'Etat bourgeois -- face à l'"anarchie" suscitée par la montée ouvrière et l'affirmation plus nette, depuis mars 1975, des organes démocratiques à la base des travailleurs --, et, d'autre part, d'un renforcement de l'armée comme facteur de stabilité assurant la transition de l'Etat corporatiste à une démocratie bourgeoise apte à faire respecter son autorité. Les références à "la construction d'une société socialiste, c'est-à-dire d'une société sans classe, où prenne fin l'exploitation de l'homme par l'homme, se réalisant ... graduellement, sans convulsions et pacifiquement" ne trompent pas sur la fonction objective du projet des Neuf. Même si l'hétérogénéité est grande , très grande, parmi ceux qui se sont prononcés pour ce document -- et donc s'il est absurde d'assimiler totalement le porte-parole public de ce courant aux officiers de la hiérarchie qui lui ont donné le soutien --, il n'en reste pas moins que la façon dont a été saisie la dynamique de cette offensive se déroulant à la fois au dehors et à l'intérieur du MFA traduit la compréhension qui se dégagea dans la hiérarchie militaire du rôle de possible sauvegarde des structures de l'Etat bourgeois que remplissait l'initiative des Neuf.

La dénonciation de l' "anarco-populisme", la proclamation de la nécessaire restauration d'une "autorité démocratique" (cf. le Programme économique du PS), et de la "discipline dans l'entreprise", doivent servir à créer les préconditions pour un approfondissement des liens avec la CEE et l'AELE. Des liens qui acquièrent la forme concrète d'investissements industriels du capital impérialiste.

Voilà les conditions exigées pour une aide par les puissances capitalistes. Voilà l'angle véritable sous lequel doit être posée la question formulée à l'envers par le programme économique du PS; lorsqu'il critique "le manque de définition des conditions auxquels doivent obéir les investissements étrangers, quand même nécessaires au développement du Portugal" (Jornal Novo, 23 août 1975). Il serait préférable d'affirmer que le véritable manque de définition dénoncé par le capitalisme international n'est autre que le refus d'obéir manifesté par les travailleurs portugais.

L'offensive ouverte de la réaction

Mettant à profit les mobilisations du PS -- où les mots d'ordre "contre la dictature communiste" étaient en bonne place -- la réaction dès le début juillet reprend confiance.

Son attaque se développe à divers niveaux. Les multiples initiatives s'épaulent de fait les unes les autres sans être obligatoirement coordonnées.

Sur le plan international, l'impérialisme américain et ses services parallèles développent un chantage financier et des manoeuvres militaires aux Açores, à Madère et en Angola. En outre, il n'est certainement pas absent -- directement ou indirectement -- dans la préparation des organisations para-militaires qui opèrent dans le Nord du Portugal et utilisent l'Espagne comme tête de pont.

L'impérialisme européen joue à fond la carte de l'étranglement économique. Par la médiation des gouvernements sociaux-démocrates de Schmidt et de Wilson, il trouve, de plus, un relai pour sa politique de pression dans l'orientation de la direction social-démocrate de Soarès.

Conjointement à ce déploiement de force impérialiste, la réaction portugaise organise ses bandes armées. L'acuité de la lutte de classes, la crainte d'une perte de contrôle sur la base de l'armée, l'affaiblissement -- mais non pas la disparition -- de l'appareil coercitif , stimulent dans des secteurs non négligeables de la bourgeoisie ce genre d'initiative.

La convergence de fait entre les opérations lancées par Soarès ainsi que par les Neuf et le renforcement qualitatif de l'organisation de la réaction a suscité une désorientation freinant toute riposte décidée des travailleurs. L'incapacité du PCP à développer une réelle initiative unitaire vers le PS lors de l'attaque de ses locaux et de ses membres a évidemment accentué l'attentisme de larges couches ouvrières.

Une combinaison fort dangereuse est apparue durant les mois de juillet et août.

D'une part, une campagne sérieusement orchestrée est lancée par Costa Gomès -- chaleureusement saluée par le PS, par Antunès et Soarès. Elle se développe sur le thème: une pose est nécessaire, la révolution est allée trop loin. Vu la crise économique et sociale

approfondie, ce leit-motiv ne manque pas de crédibilité dans certains secteurs de la classe ouvrière, sans parler de la petite-bourgeoisie, d'autant plus vu la carence totale des divers gouvernements à répondre aux besoins effectifs des masses laborieuses.

Une offensive s'ouvre donc contre les travailleurs au nom de la stabilisation du "processus révolutionnaire", une offensive qui ne suscite pas, vu sa nature pernicieuse, les ripostes données en septembre ou en mars et qui ont rythmé jusqu'ici la montée de la révolution au Portugal. Cette offensive s'insère en outre dans la division de la classe ouvrière, sous-tendue par le développement inégal de la conscience anti-capitaliste dans les rangs des travailleurs.

D'autre part, mettant à profit cette désorientation et cette expectative dans la classe ouvrière, la réaction mobilise ses troupes. Elle possède de nombreux points d'appui. Une partie importante de la hiérarchie militaire, qui a dû rentrer la tête dans les épaules durant de longs mois, est prête à servir ouvertement des projets réactionnaires quand l'occasion se présentera et à apporter dès aujourd'hui sa collaboration plus ou moins discrète. Dans les rangs de la police, multiples sont les complicités avec les noyaux fascistes et semi-fascistes. Les agents de l'ex-PIDE-DGS fournissent les cadres de l'ELP et supportent, depuis l'Espagne, l'infrastructure de ces bandes armées.

Une fraction considérable des anciens colons "réfugiés" d'Angola -- qui atteindront le nombre de 300.000 en novembre -- peut servir de masse de manoeuvre à la réaction et, y compris à une campagne terroriste. En outre, une partie des cadres militaires aujourd'hui encore en Angola sont susceptibles de renforcer, demain, les rangs de la contre-révolution dans l'armée. Enfin, une base de masse est fournie au projet réactionnaire. Premièrement le clergé sous la houlette épiscopale de l'archevêque de Braga, da Silva, fonctionne comme fer de lance de la campagne anti-communiste.

Il hurle au danger de'dictature' au moment où les églises ne brûlent pas mais où les sièges du PC sont incendiés par les "croyants"! Deuxièmement, le mécontentement de la petite-bourgeoisie -- spécialement du petit paysannat du nord -- est canalisée contre le mouvement ouvrier essentiellement, pour l'instant, contre le PC et contre les organisations d'extrême-gauche. Sur cette toile de fond, Spinola tente de se profiler à nouveau comme unificateur de ceux qui proposent une attaque brutale contre le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Face à la recrudescence des activités réactionnaires dans un contexte marqué par la convergence objective, malgré les divergences, de ces deux offensives, il est essentiel, pour la gauche révolutionnaire de mettre l'accent sur la nécessité de l'auto-défense. Il est impératif de saisir toutes les occasions pour encourager la formation et le développement de milices ouvrières et populaires, ainsi que leur jonction avec les soldats. Cette auto-défense ne doit pas se baser sur des structures minoritaires, mais elle doit prendre appui sur les organes de "pouvoir populaire", les Commissions de travailleurs, de moradores, à l'échelle du quartier et de la ville. Une campagne minoritaire de la gauche révolutionnaire sur ce thème est de la plus haute importance dans la conjoncture politique actuelle.

Ensuite, le mouvement ouvrier doit être susceptible d'offrir une réponse au mécontentement de certaines couches de la petite-bourgeoisie afin de réduire la base sociale sur laquelle peut s'appuyer la réaction. Ces solutions doivent s'inscrire dans le cadre de propositions d'ensemble indiquant que la satisfaction des besoins essentiels des masses laborieuses exige non pas une halte dans le processus révolutionnaire, mais, au contraire, un pas en avant sur le plan des revendications comme sur celui de l'organisation des travailleurs.

La crise dans l'armée

En lançant son document, Antunès visait à resserrer les rangs dans l'armée et tout d'abord au sein du MFA. Son document affirme que " la question du pouvoir est la question du pouvoir dans le MFA", donc tous ses efforts portèrent sur la stabilisation du MFA, sur une recomposition de son assemblée générale pour en faire un instrument effectif d'intervention, un "arbitre respecté". Ceci constitue le préalable à toute tentative de rétablir la discipline dans l'armée, une discipline sans laquelle l'arbitre n'est qu'un manchot doublé d'un cul de jatte.

Les résultats de l'offensive sont contradictoires. Il ne fait pas de doute que le "groupe des non-radicaux" -- comme titrait le "Jornal Novo" du 7 août -- a fonctionné comme point de ralliement de larges secteurs et aussi de la hiérarchie traditionnelle. Dans ce sens, son offensive a connu un succès plus spécifiquement si on l'envisage dans le cadre strict de la recomposition d'un courant dit "modéré" parmi les officiers.

Mais se limiter là reviendrait à évacuer le problème de la conjoncture dans laquelle a pris forme l'opération Antunès. Les travailleurs en juillet et en août, pour la deuxième fois après la chute du régime salazariste avaient droit à des vacances. Une pose se produisit donc dans la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière. Cette accalmie fournit au "groupe des non-radicaux" l'occasion d'opérer sans devoir se confronter à une montée des luttes, sans devoir décider quelles mesures

pratiques il faut appliquer face à une relance du mouvement revendicatif.

Si au milieu ou à la fin du mois de septembre, une nouvelle vague de luttes ouvrières surgit, elle agira comme révélateur de l'hétérogénéité du regroupement qui s'est formé autour d'Antunès. Elle mettra à l'épreuve les appuis acacordés par le PS et les compromis passés par le PC. Voilà une première faille dans ce qui de façon trop empressée, est présenté comme une véritable alternative à la crise de direction politique de la bourgeoisie.

Ensuite le document d'Antunès provoqua l'apparition d'autres documents, spécialement d'un texte alternatif écrit par des officiers révolutionnaires du COPCON et intitulé "Autocritique révolutionnaire du COPCON".

Ce document souligne que "les propositions présentées (par Antunès) permettront une récupération par la droite", que "ce ne sera certainement pas le maintien d'un gouvernement de coalition qui permettra d'avancer vers la construction du socialisme", que "prétendre construire le socialisme sans mettre en question une démocratie bourgeoise, plus précisément capitaliste" est trompeur. ("Jornal Novo", 13.8.75).

Il critique ensuite "l'insistance du MFA à chercher à résoudre les contradictions au travers de solutions de compromis négociés avec des partis bourgeois". Enfin, il situe le pouvoir des travailleurs dans la formation et le renforcement de "ces organes (conseils de fabrique et de quartier...) qui doivent servir d'instruments pour les solutions économiques, qui doivent être les véritables organes de pouvoir politique, uniques barrières capables de s'opposer victorieusement à l'agression fasciste et impérialiste".

Les ambiguités et les insuffisances de ce texte sont nombreuses. Non seulement la conception des organes de pouvoir démocratique des travailleurs est entachée del'ultimatisme propre au PRP-BR, mais la critique du PC est strictement limitée à une dénonciation de ses méthodes bureaucratiques, la nécessité de l'auto-défense n'est pas mise en relief, le problème crucial de l'unité de la classe ouvrière n'est pas abordé.

Cependant, ce document est apparu comme une véritable alternative au document Antunès, du moins dans les casernes du Sud. Il donna surtout lieu à des débats réels parmi les soldats se concluant par des propositions d'amendement apportées par des assemblées générales de soldats, au RALIS, au RIOQ (1). Il a stimulé une fermentation politique jusqu'alors inégalée dans l'armée.

L'effet boomerang de l'initiative des neuf est évident. Il situe la recomposition partielle opérée au niveau du MFA, ou du moins de son Assemblée Générale, dans un contexte nouveau qui éclaire mieux les limites de son prolongement vers la recherche d'une restauration de la discipline et de l'unité dans la base de l'armée.

La publication de ce document du COPCON, comme l'écho qu'il a recueilli dans les casernes, traduit le transfert de l'influence au sein de l'armée de la gauche révolutionnaire dont la capacité de mobilisation s'était exprimée fin juillet et à nouveau au mois d'août.

La réponse des officiers révolutionnaires du COPCON a de même déséquilibré le glissement de Carvalho vers Antunès et contribué à affaiblir le mythe d'un brigadier dont l'attachement à l' "esprit de corps" explique son insistance à maintenir l'unité du MFA.

Si l'on ajoute à cela la bataille autour de la nomination de Gonçalves à la tête de l'état-major, avec les divisions et les débats que cela provoqua, il est patent que le "regroupement des modérés" se fait au sein d'un MFA déchiré sur plus d'une couture, et surtout, d'une armée dans laquelle la polarisation face aux diverses options en présence tend à se clarifier politiquement.

Enfin, la crise du système hiérarchique s'approfondit. Elle se manifeste aussi bien par des revendications d'épuration d'officiers réactionnaires que par des actions faites en rupture de commandement par des soldats. Ainsi, le 30 août, une compagnie du RALIS s'est rendue à Moscavice pour surveiller un dépôt de matériel de guerre, au moment où le bruit courait d'une sortie des parachutistes d'Amadora, commandés par le réactionnaire Jaime Neves. De même, lors de manifestations devant s'effectuer dans le centre du pays, les soldats de la caserne de Santa Margarida refusèrent de sortir avec des munitions.

Dans le Nord même, cette crise du système hiérarchique, cette "division horizontale", s'exprime, même si cela est encore entaché de nombreuses ambiguités. En effet, elle emprunte parfois des modes d'expression déformés et peut revêtir des accents anti-communistes ou avoir recours à l'accusation de social-fasciste. L'influence diffuse de l'idéologie maoiste et social-démocrate (le PS utilise aussi le terme de social-fasciste, comme le PC parfois pour le PS...) se combine curieusement avec des éléments d'une idéologie réactionnaire.

La forme de cette opposition à la hiérarchie

(1) RALIS : Régiment d'artillerie légère de Lisbonne
RIOQ : Régiment d'intervention opérationnelle de Queluz.

est d'autant plus compréhensible si on considère que, substantiellement, les structures de l'armée ne se sont pas modifiées, que les officiers -- membres du MFA ou non -- mangent dans le mess des officiers, reçoivent de la meilleure nourriture, des salaires plus élevés, etc..

Tout le complexe de cette crise dans l'armée, d'ailleurs inégale à l'échelle nationale et suivant les armes, rend difficile pour l'instant l'utilisation de la force militaire pour rétablir "l'ordre et la discipline dans le pays", sans risque de l'aggraver encore plus et, au cas d'attaques frontales, sans risquer une guerre civile.

Il serait cependant dangereux de sous-estimer les positions de force que possède encore la bourgeoisie au sein de l'appareil d'Etat bourgeois et de l'armée; c'est-à-dire les possibilités qu'elle a de reflouer, dans un premier temps, la montée révolutionnaire, avant de lui porter des coups sanglants. De même, il serait criminel de faire confiance à un quelconque processus automatique conduisant à une paralysie accrue de l'armée bourgeoise. Dès lors, la tâche des révolutionnaires consiste précisément à saisir les points de rupture qui se révèlent et à appuyer de toutes leurs forces pour accentuer les déséquilibres.

Face à la tentative de recomposition du MFA et au réflexe de caste s'exprimant en opposition à l'activité propre des soldats, le mot d'ordre d'élection des officiers par les soldats représente la riposte "démocratique" à proposer à ceux qui, parlant beaucoup de social-démocratie, sont les principaux protagonistes d'un renforcement du système hiérarchique dans l'armée, du contrôle strict des officiers sur les mécanismes de nomination du MFA, etc.. Face à la crise du système hiérarchique, la mise en avant de revendications matérielles, tout comme la bataille pour assurer effectivement l'émergence d'organes autonomes des soldats, constitue un axe central du travail anti-militariste révolutionnaire. Face aux menaces de la réaction, la jonction entre ces organes autonomes et les instruments de démocratie à la base des travailleurs, ainsi que l'épuration des officiers réactionnaires, deviennent des objectifs de première importance.

Seule la concrétisation de tels mots d'ordre et perspectives peut empêcher effectivement qu'un projet de restauration de la discipline, et donc de l'unité de l'armée bourgeoise, puisse aboutir. Victorieux, il pourrait modifier de manière très sensible les rapports de forces en défaveur de la classe ouvrière.

Une avant-garde ouvrière large

Du mois de juin au moins d'août s'est vu confirmé le poids d'une avant-garde ouvrière basant sa force dans les principales entreprises de la région de Libonne et de Porto. Le 20 juin, 5 000 travailleurs particpaient à la manifestation appelée par les "comités révolutionnaires de travailleurs"; cette manifestation, quelle qu'en fut la tonalité ultra-gauche, traduisit cependant une partie du processus de maturation qui se dégageait dans des secteurs-clés de la classe ouvrière de Lisbonne. Le 20 août, ce sont plus de 50 000 personnes qui participent à une mobilisation convoquée par la gauche révolutionnaire. La maturation de cette avant-garde ouvrière s'exprime de même dans la mise en avant de mots d'ordre radicaux en rapport avec la généralisation du contrôle ouvrier, d'expropriation de toutes les entreprises capitalistes, la planification économique établie sur les besoins des masses laborieuses.

Cette avant-garde ouvrière est partiellement composée de ce noyau de travailleurs qui assura par une mobilisation permanente et des luttes exemplaires la continuité entre le cycle de luttes généralisées de mai à juillet 1974 et le second cycle commençant en décembre 1974. Actuellement, une désynchronisation existe entre leur mobilisation et l'attitude d'ensemble de la classe ouvrière. Cela se traduit , entre autres, dans l'hétérogénéité des formes et fonctions des organes du dit "pouvoir populaire".

Cependant, l'écho obtenu dans les rangs des partis ouvriers réformistes, les rapports de forces entre ces partis traditionnels et cette avant-garde ouvrière, indiquent la possibilité objective existant, dans le cadre d'un approfondissement de la crise sociale et économique, d'une part d'opérer une fusion à un plus haut niveau et d'entrer dans un nouveau cycle de lutte, et, d'autre part, de riposter à la dangereuse division de la classe ouvrière.

Les premiers craquements apparaissent dans la base du PS, en réaction à l'orientation politique de la direction Soarès. De nombreux travailleurs socialistes, rebutés à juste titre par les méthodes bureaucratiques du PC dans les municipalités, les assemblées populaires, ou les syndicats, commencèrent néanmoins à manifester une première opposition aux options politiques de la direction social-démocrate, lorsqu'ils virent se développer les attaques contre les locaux du PC, de l'Intersyndicale et des organisations révolutionnaires.

A Porto, une des sections les plus fortement ouvrière a manifesté sa défiance face à la direction. A Evora, ce sont plus de 50 travailleurs sur 300 qui ont quitté le PS pour protester contre la stratégie de Soareès.

De même, dans les syndicats, les listes présentées par les militants du PS prennent en charge non seulement des revendications correctes de démocratie ouvrière, mais aussi des objectifs revendicatifs qui sont souvent à gauche de ceux proposés par le PC. C'est le cas,

par exemple, dans le syndicat des banques. Tout ceci indique les potentialités qui existent dans le PS, de différenciation et de méfiance face à la politique de la direction. Il est donc vital de prendre des initiatives unitaires, dans la pratique, avec la base du PS et de développer une propagande unitaire systématique vers la direction du PS, afin de l'obliger à ouvertement se déterminer sur les problèmes décisifs de l'auto-organisation des travailleurs et sur leurs revendications centrales.

Parallèlement, la politique de conciliation du PCP, son orientation stratégique d'investissement de l'appareil de l'Etat bourgeois, dans cette phase de confrontation exacerbée entre classe, ne peut que provoquer des oscillations fièvreuses et multiplier les manifestations bureaucratiques tendant à limiter l'autonomie du mouvement de masse. Ce cours tortueux provoqua un isolement relatif du PC et une désorientation importante dans sa base combative et faiblement encadrée. Des mini-crises surgissent, comme à Sétubal, dans la banlieue de Lisbonne.

Après avoir appelé aux barricades contre le PS le 18 juillet, le 8 août, le comité central décide une ouverture vers le PS; après avoir soutenu Gonçalves, il le lâche honteusement; après s'être montré prêt à avaliser un compromis lors de l'offensive des Neuf, au moment même ou ce compromis est mis en question par l'apparition du document du COPCON, il passe un accord, le 25 août, avec la gauche révolutionnaire (voir ci-joint la déclaration du S.U. sur l'accord et les tâches des marxistes-révolutionnaires). Quatre jours après, un nouveau compromis est à l'ordre du jour; avec angoisse, la direction du PC se demande comment elle pourrait faire avaler à sa base l'inclusion du PPD dans un nouveau gouvernement de coalition sous la direction de Pinheiro de Azevedo!

Dès lors, en tenant compte à la fois des besoins objectifs de la classe ouvrière dans son ensemble pour la défense de ses conquêtes et pour assurer une progression du processus révolutionnaire, du développement inégal de la conscience de classe et des différenciations au sein du PS et du PCP, il s'agit de développer une tactique de front unique ouvrier. Une tactique axée sur l'auto-défense, sur le développement des structures démocratiques à la base, permettant conjointement d'utiliser la capacité d'initiative de cette avant-garde ouvrière et de commencer à résoudre le problème de l'unité, là où, dans la pratique, et à partir des exigences reconnues par tous les travailleurs, elle peut être posée de la façon la plus compréhensible possible.

L'analyse du rapport de forces entre classes ne peut donc être détachée de la capacité que montrera ou non la gauche révolutionnaire, et en son sein les marxistes-révolutionnaires, de transférer, à partir des conditions objectives, la dynamique qui est apparue ces dernières semaines dans les bastions ouvriers les plus avancés, à des secteurs beaucoup plus larges de la classe ouvrière.

Alors, la rupture des équilibres s'annonçant dans la radicalisation actuelle dans le camp de la révolution et de la contre-révolution pourrait connaître une issue favorable pour la classe ouvrière. La vérification dans la pratique l'indiquera et la synchronisation des rythmes de la montée ouvrière en Espagne et au Portugal influera fortement sur le résultat.

4 septembre 1975 ■

L'ACCORD UNITAIRE

En présence de représentants du MFA qui ont simplement convoqué la réunion, se sont réunis les représentants des partis et organisations politiques suivants : FSP, LCI, LUAR, MES, MDP, PCP, PRP-BR, 1er Mai (1), qui ont approuvé les points suivants :

(1) Le document du COPCON et le document "Ligne d'action programmatique et tâches de transition" constituent une base de travail valide pour l'élaboration d'un programme politique révolutionnaire.

(2) Un tel programme représente l'instrument indispensable pour unir et articuler les actions des forces politiques engagées dans le processus révolutionnaire et des masses populaires.

(3) Le document "ligne d'action programmatique et tâches de transition" constitue le document-guide de base pour l'activité du gouvernement tant que ne sont pas réunies les conditions nécessaires pour la formation d'un gouvernement d'unité révolutionnaire.

(4) La création d'un front qui englobe les partis et autres organisations politiques révolutionnaires, les militants révolutionnaires, le MFA et les organes autonomes de pouvoir populaire auxquels se réfère le document-guide de l'alliance peuple-MFA constituent une issue pour le processus révolutionnaire.

(5) Les sus-signés décident la constitution d'un secrétariat provisoire destiné à articuler des actions qui permettent une offensive commune contre la réaction et pour l'avancée du processus révolutionnaire. Les sus-signés déclarent que cette plate-forme est ouverte à toutes les organisations, tous les militants révolutionnaires et organes de pouvoir populaire qui désirent y adhérer.

(1) FSP : Front socialiste populaire
LCI : Ligue communiste internationaliste
LUAR : Ligue d'unité et d'action révolutionnaire
MES : Mouvement de la gauche socialiste
MDP : Mouvement démocratique populaire
PRP-BR : Parti révolutionnaire du prolétariat - Brigades révolutionnaires

déclaration du secrétariat unifié de la IVème internationale

La situation pré-révolutionnaire ouverte depuis le début de l'année 1975 au Portugal a connu une exacerbation marquée par la crise du gouvernement, la division croissante du MFA, les attaques fascistes dans le nord du pays, mais, surtout, par l'apparition massive du mouvement autonome des masses révélée par la manifestation du 20 août dont l'impact sur les organisations réformistes commence à se faire sentir.

(1) La division du MFA, induite par la montée des luttes de classes, rend impossible la stabilisation d'une armée profondément minée par la crise du système hiérarchique, le débat et les divisions politiques (notamment autour du texte du COPCON et du "document des neuf"). A court terme, cette cassure de l'armée, dans le contexte de crise sociale généralisée, rend impossible un coup d'Etat réactionnaire sans risque de guerre civile. Devant l'incapacité du MFA de stabiliser sa fonction bonapartiste la bourgeoisie est passée à l'attaque sur plusieurs fronts :

- sur le plan international, par un chantage à l'étranglement économique de la part des puissances impérialistes européennes (à gouvernement social-démocrate ou pas), de même que par une pression financière et militaire de l'impérialisme américain sur le Portugal, sur les dépendances portugaises (Açores, Madère, Timor) et sur l'Angola.

- sur le plan national, par la jonction de fait entre les attentats terroristes, les mobilisations anti-communistes exploitant le mécontentement de la petite-bourgeoisie du Nord, ainsi que l'offensive politique et militaire combinant l'orientation de la direction du Parti socialiste (PS) avec les grandes manoeuvres de Melo Antunes et de secteurs de la hiérarchie militaire.

(2) La manifestation du 20 août, réunissant 50 000 personnes dont plus d'un millier de soldats révèle la maturation de la combativité et l'élévation du niveau de conscience d'importants secteurs de la classe ouvrière, particulièrement dans les bastions ouvriers de Lisbonne et de la région sud. Le caractère radical des revendications avancées par ces secteurs pour l'expropriation de la bourgeoisie, le contrôle ouvrier, la reconversion de la production, met à l'ordre du jour, dans les faits, la nécessité d'une centralisation des organes autonomes des travailleurs (commissions de travailleurs, assemblées populaires, commissions de "moradores"), afin de répondre à l'exigence d'une planification socialiste de l'économie.

Néanmoins, il faut souligner l'actuelle limitation géographique, l'inégalité de développement et de fonction de ces organes.

(3) La situation est ainsi caractérisée par une polarisation accrue au sein du prolétariat et de la bourgeoisie, sans que cela implique dans l'immédiat une modification qualitative des rapports de forces entre les deux classes fondamentales.

Avec l'accentuation de la crise économique, provoquant une intensification des luttes ouvrières qui se heurteront à l'incapacité d'un gouvernement de satisfaire leurs exigences, émerge la possibilité de la transformation de la situation pré-révolutionnaire actuelle en une véritable crise révolutionnaire.

Pour cela il importe que toutes les initiatives soient prises pour que se développent, se coor-

donnent et se centralisent les organes autonomes des travailleurs, permettant de répondre dans les faits aux revendications des masses laborieuses et à la division de la classe ouvrière accentuée par les directions du PS et du PCP. A cette fin, il est nécessaire que soient prises en charge par les organes autonomes la défense et la généralisation du contrôle ouvrier, l'expropriation des capitalistes, l'armement du prolétariat, ainsi que des mesures instituant le monopole du commerce extérieur, l'approfondissement de la réforme agraire, la planification.

Face aux tentatives du "groupe des neuf" de réinstaurer la discipline dans l'armée, de mettre fin au début d'apparition des milices ouvrières, de stabiliser le MFA comme instrument de la hiérarchie, la liaison des soldats et officiers révolutionnaires avec les commissions de travailleurs, les commissions de "moradores", etc., ainsi que l'élection généralisée des officiers par les assemblées de soldats, sont d'autant plus impératives.

De même, il est nécessaire d'avancer des mesures adéquates (soutien sélectif des prix, moratoire des dettes, crédit, liaison directe entre consommateurs et petits producteurs, etc.), afin de neutraliser l'utilisation par la réaction de couches de la petite-bourgeoisie, entre autres des minifundistes du Nord.

Enfin, la centralisation des organes autonomes des travailleurs pour réaliser ces tâches prendra forme dans la convocation d'une Assemblée populaire nationale des délégués des commissions de travailleurs, des commissions de "moradores", des assemblées d'unités militaires et des assemblées populaires.

(4) L'obstacle essentiel à la réalisation de cet objectif stratégique réside dans la politique de division des directions du PS et du PCP.

La politique de la direction de la social-démocratie visant à stopper si manifestement le processus révolutionnaire commence à se heurter aux premières résistances de sa base ouvrière, malgré le sectarisme et les méthodes bureaucratiques mises en oeuvre contre le PS par la direction du PCP.

Parallèlement, les zigzags de la direction stalinienne du PCP ont provoqué une désorientation de sa base au moment où émergeait avec force sur la scène politique une avant-garde ouvrière.

Ainsi, non seulement est nécessaire, mais possible, une politique audacieuse de front unique ouvrier s'adressant au PS et au PCP pour consolider une riposte de la classe ouvrière dans son ensemble face à la réaction capitaliste, défendre ses conquêtes et favoriser le développement du processus révolutionnaire. Les organes autonomes des masses laborieuses sont le lieu privilégié pour la réalisation de ce front unique, dans la mesure où, dans leur forme actuelle, ils rassemblent déjà des travailleurs socialistes, communistes, révolutionnaires et sans parti.

(5) L'accord unitaire du 25 août témoigne de la modification des rapports de forces entre l'avant-garde ouvrière et les appareils réformistes.

Dans la conjoncture présente, la recherche d'un accord de front unique avec le PCP était politiquement correcte. Mais cet accord du 25 août ne répond pas aux exigences effectives de la situation.

a) L'accord avalise de fait la politique du PCP de soutien au gouvernement et de maintien de l'unité du MFA, justement au moment où celui-ci se déchire sous la pression de forces de classes antagoniques.

b) Il ne mentionne aucun objectif concret permettant d'unifier la classe ouvrière et de stimuler effectivement l'auto-organisation et l'auto-défense des travailleurs.

c) Par cette absence et l'inexistence de propositions en direction du PS, qui rassemble près de la moitié du prolétariat, l'accord entérine la division actuelle du mouvement ouvrier et ne contribue pas à surmonter cet obstacle majeur au développement du processus révolutionnaire.

d) L' "accord unitaire" envisage en outre la création d'un "front" dans lequel se trouve inclu le MFA au même titre que les organes autonomes, les partis politiques et les organisations révolutionnaires du mouvement ouvrier. Ceci non seulement apparaît comme avalisant le projet du PCP de création d'un "front populaire démocratique et socialiste" mais s'inscrit aussi dans la perspective d'intégration des organes autonomes en opposition à leur autonomie réelle face aux institutions de l'Etat bourgeois.

e) L'accord pouvait ainsi, comme lors de la manifestation du 28 août, facilement servir les objectifs de la direction du PCP d'utiliser le poids de l'avant-garde ouvrière pour négocier dans de meilleures conditions des compromis au niveau de l'appareil d'Etat, du gouvernement, de l'armée, du MFA.

Or, le rapport de forces permettait aux révolutionnaires de saisir cette occasion pour amener le PCP à se déterminer sur la mise en pratique des tâches essentielles nécessaires à la progression de la révolution. Encore une fois, ici, le manque d'objectifs concrets et les concessions faites à l'orientation du PCP empêchent de tirer clairement devant les masses les leçons de la politique de la direction du PCP et de la rupture du "front".

(6) Dans la contre-offensive ouvrière et popu-

laire, s'appuyant sur la dynamique du mouvement de masse, les militants trotskystes de la LCI seront au premier rang des initiatives favorisant l'extension, la généralisation et la centralisation des organes autonomes des travailleurs, ainsi que leur auto-défense.

C'est par la capacité des marxistes-révolutionnaires à remplir ces tâches que pourra se développer le parti révolutionnaire, indispensable à la victoire de la révolution socialiste portugaise.

La IVème Internationale, l'ensemble de ses sections et de ses organisations sympathisantes, par tous les moyens à leur disposition, soutiendront les camarades de la LCI et impulseront toutes les mobilisations de solidarité avec la lutte révolutionnaire des travailleurs portugais.

le 2 septembre 1975

Mujibur lors de son retour triomphant au Bangla Desh indépendant

BANGLADESH

le coup d'Etat : ses origines et ses conséquences

JAVAD HUSSEIN

Le renversement et l'exécution du scheik Mujibur Rahman marquent la fin d'une période de politique au Bengale et le commencement d'une autre. Mujibur Rahman était le seul dirigeant bourgeois capable de maintenir l'unité de son propre parti et de jouer en même temps un rôle bonapartiste dans la société Bengali. En l'écartant de la scène, les jeunes officiers de l'armée ont éliminé le plus solide pilier de la stabilité bourgeoise et une période d'instabilité s'ouvre pour le pays. La bourgeoisie du Bangladesh et de l'Asie du Sud dans son ensemble, sans parler de celle des Etats-Unis, ne trouvera pas facilement à remplacer Mujibur Rahman ; la joie avec laquelle les cercles bourgeois ont fêter sa mort peut bientôt faire place à un profond et complet désespoir.

Il y a seulement trois ans, Mujibur reçut l'accueil d'un héros quand il revint du Pakistan à Dacca. Trois millions de personnes se pressaient dans les rues et, par acclamations populaires, Mujibur fut gratifié du titre de "Bangabandhu" (ami du Bengale). Mais, il y a trois semaines quand Mujibur et toute sa famille furent balayés, il y eut peu de réactions populaires. Pas même une manifestation ou une grève. Il n'est pas difficile de saisir les raisons de ce déclin net et rapide de sa popularité.

Crise et corruption

La tâche à laquelle furent confrontés Mujibur et sa Ligue Awami après que le Bangladesh ait conquis son indépendance n'était pas facile. Dans un pays de 80 millions d'habitants (avec la densité de population la plus forte du monde) et par-dessus le marché un pays sous-développé (90% de la population vit à la campagne), ils entreprirent de construire un Etat capitaliste. Mais en dépit de l'aide du gouvernement indien et de celle de l'Union Soviétique, la Ligue Awami ne réussit pas à combattre la crise sociale.

Ceci n'est pas surprenant, car seule une révolution socialiste peut apporter une solution aux problèmes qui se posent aux masses Bengalis. Au lieu de cela, la Ligue Awami commença à établir les bases d'un Etat bourgeois. Beaucoup de ses dirigeants devinrent riches du jour au

lendemain. La soif de l'argent donna lieu à des scènes rappelant le Far-West, des affrontements armés éclataient entre des cliques rivales de la Ligue Awami pour essayer de s'approprier les denrées fournies par l'aide étrangères et déchargées sur les quais.

Pendant un certain temps, Mujibur Rahman put se faire passer pour le "Père de la nation" et apparaître comme se tenant au-dessus des factions concurrentes de son parti. Mais l'atmosphère puante de la corruption s'étendit bientôt enveloppant sa propre famille et sa position personnelle fut remise en cause de façon croissante. Au début de cette année, il essaya de redresser la situation en interdisant tous les partis politiques sauf la Ligue Awami, instituant un régime de parti unique, soutenu par Moscou et les forces politiques pro-moscovites du Bangladesh. Ces forces, ayant dissous leurs propres organisations, s'auto-liquidèrent dans le parti de Mujibur. Les autres partis devinrent clandestins.

Mais l'agitation continua en dépit du régime de parti unique. La cause immédiate du renversement et de l'exécution de Mujibur fut son favoritisme à l'égard de sa propre famille. Examinons maintenant quelques exemples de ce favoritisme :

(1) Le Scheik Nasir, le plus jeune frère de Mujibur, devint le "parrain" du Bengale du Nord, accumulant de vastes richesses par des spéculations frauduleuses. Lors d'une enquête de l'armée sur la fraude, le major Salahudin s'intéressa de trop près à Nasir. Quelques jours plus tard, une bande de truands entra dans le bureau du major à Jessor et le tua. Ils ne furent jamais arrêtés. Le scheik Nasir fut tué lors du coup d'Etat.

(2) Le scheik Moni, un neveu de Mujibur, employé comme reporter dans un hebdomadaire touchait un salaire mensuel de 300 takas (environ 22 $). Sous l'administration de son oncle, il devint propriétaire de deux quotidiens valant plus de 10 millions de takas. Moni était le patron officieux de plusieurs ministres et directeurs et devint secrétaire de la Ligue Awami, le seul parti légal du pays.

(3) Un autre neveu de Mujibur, le scheik Shahidul Islam, était dirigeant de l'aile étudiante de la Ligue Awami. Islam avait pour habitude de terroriser les hôtels pour femmes à Dacca; il était bien connu pour ses viols. Il enleva et épousa de force la fille, âgée de 13 ans, d'un fonctionnaire supérieur de la banque d'Etat. Plus tard, il devint le patron du monopole du parfum du pays, vraisemblablement dans l'intention d'essayer de masquer la puanteur de ses autres activités. Il fut, lui aussi, tué lors du coup d'Etat.

(4) Le scheik Kamal, le fils de Mujibur fut impliqué dans des affaires de fraude et de pillage. En 1973, il fut tué par la police pendant une de ses opérations de pillage. (La police ignorait son identité). Les policiers responsables de l'opération perdirent leur travail. Le scheik Kamal comptait l'argent de ses pots-de-vin en le pesant sur des balances spéciales. On dit que lui aussi fut tué au moment du coup d'Etat.

(5) Jamal, le plus jeune frère de Kamal avait été récemment élève de Sandhurst, l'académie militaire britannique, mais il était plus connu pour sa participation à un trafic de contrebande avec un groupe d'hommes d'affaires de Hong-Kong. Il fut également tué lors du coup d'Etat.

Les nouveaux officiers

Les jeunes officiers qui tuèrent Mujibur ont maintenant eux-mêmes à faire face à crise sévère. Ils n'ont pas de perspectives claires, à part leur opposition à l'Inde ; leur désignation d'un politicien pro-US bien connu, Mushtaq Ahmed (anciennement ministre du gouvernement de Mujibur), comme président, peut difficilement paraître régler quoi que ce soit. En fait, il est extrêmement douteux que Mushtaq puisse durer au-delà des quelques mois à venir. Du fait que les officiers bengalis n'ont aucun programme social, il leur sera difficile de stopper la corruption, même provisoirement. L'expérience de la loi martiale au Pakistan pendant le régime d'Ayub Khan, (1958-68), qui avait aussi pour but de balayer la corruption avait complètement échoué dans cette tâche. Et la raison en est simple : la corruption ne peut être extirpée par des exhortations morales ou l'usage incontrôlé des baïonnettes. Elle est profondément ancrée dans la crise sociale et ne peut être attaquée de front indépendamment d'une solution à la crise. Il n'y a absolument aucun signe que l'armée du Bangladesh soit capable de le faire. Au contraire, la caractéristique principale du Bangladesh a toujours été la faiblesse de l'Etat et de l'appareil d'Etat.

Cette faiblesse n'était pas sans rapport avec la façon dont cet Etat a été créé et qui faisait de la figure de Mujibur Rahman un homme extrêmement important pour la cohésion de l'Etat et de son appareil. Mujibur lui-même avait les plus grandes difficultés pour contenir la crise grandissante et avait dû avoir recours au régime de parti unique. La corruption personnelle qui l'entourait n'a fait qu'exacerber la colère de larges secteurs de la population, car elle contrastait vivement avec la pauvreté croissante du pays. Cependant, bien que beaucoup puissent être soulagés par la disparition de Mujibur, ce soulagement ne servira l'armée et ses supporters que quelques mois au plus.

En tout cas, l'armée du Bangladesh est elle-même une entité relativement nouvelle. Ses seules traditions sont celles de la guerre

contre l'armée pakistanaise. Il n'y a jamais eu de "tradition militaire" au Bengale. Les Anglais avaient soigneusement évité de recruter des Bengalis dans l'armée, car l'impérialisme britannique considérait les Bengalis comme politiquement peu sûrs, et les classes dominantes pakistanaises et indiennes suivirent la même tradition. Ainsi, Shaffiullah, commandant en chef de l'armée qui a été récemment nommé aux Affaires Etrangères, n'a que 38 ans. Il était l'un des deux généraux de l'armée qui était une force ne comptant que 50.000 soldats. L'autre général, Ziaur Rahman, jeune lui aussi et un vétéran de la guerre d'indépendance, l'a remplacé. Le reste de l'armée est dirigé par de jeunes colonels et des majors, tous furent promus à leur rang pendant la guerre de 1971.
Parmi les colonels, il y a Moinul Husain Chaudhry, Motiur Rahman, Nasim, M. H. Khan et S. A. Bhuia qui étaient tous des commandants de secteurs pendant la guerre de 1971. Avec les majors Azizur Rahman Chaudhry, Ijaz, Ibrahim et Murshed, ils développèrent une opposition à la Ligue Awami. Le sentiment exprimé par cette déclaration : "nous avons combattu pour libérer notre peuple, pas pour voir ces salopards de la Ligue Awami devenirent riches" était largement répandu dans l'armée et même à l'intérieur du très détesté Rakhi Bahini (force de sécurité), qui était utilisé pour réprimer toute opposition.

Cependant, les nouveaux dirigeants, civils et militaires, seront confrontés aux mêmes problèmes que ceux qui ont finalement entrainé le renversement de Mujibur Rahman : chaos économique et social combiné avec la famine dans de vastes régions de la campagne. Par conséquent, il faut s'attendre à une continuelle instabilité pendant un certain temps.

L'opposition

Qu'en est-il de la gauche? Les groupes pro-Moscou soutenaient fermement Mujibur, quelques uns de leurs dirigeants déclaraient même dans des meetings publics qu' "il est le Lénine de l'Est". Quand la police de Mujibur ouvrit le feu sur des étudiants pro-soviétiques qui manifestaient contre l'impérialisme US en 72 (tuant deux d'entre eux), les groupes pro-soviétiques restèrent silencieux.
Il ne fait aucun doute que la chute de Mujibur, le refrain anti-indien du nouveau régime (aussi bien camouflé qu'il puisse être pour le moment), la reconnaissance du nouveau régime par Pékin et le relâchement graduel des maoïstes prisonniers, représentent de graves coups pour la ligne stratégique des groupes pro-Moscou. Ayant complètement soutenu Mujibur, ils vont maintenant avoir à payer le prix pour avoir soutenu un régime de parti unique, s'être tus sur des question politiques clés, acquiesçant et même encourageant activement la répression contre les maoïstes.

Auparavant, la force d'opposition la plus importante du pays était le JSD (Jatiya Samatantrik Dal - Parti socialiste national), une scission de la Ligue Awami, dirigée par le major Ahmed Jalil et Abdur Rab. Pour un temps, cette formation a représenté une menace réelle pour la Ligue Awami, mais elle fut brutalement réprimée. Il n'est pas impossible cependant, que le JSD ne revienne à l'avant-scène et ne joue un rôle plus important après la mort de Mujibur. Le Parti national Awami (NAP), dirigé par le vieux leader paysan Bhashani a été mis sur la touche et Bhashani lui-même est totalement confus et compromis.

Il y a trois groupes principaux de maoïstes clandestins :

(1) Le Parti révolutionnaire du peuple du Bengale oriental a la base syndicale et paysanne la plus large de tous les groupes d'extrême-gauche. Pendant la guerre d'indépendance il avait établi ses propres camps d'entraînement et ses unités armées combattirent contre l'armée pakistanaise.

(2) Le Parti prolétarien du Bengale oriental était le groupe armé le plus important après la guerre d'indépendance. Il eut une position complétement ultra-gauche et décida de continuer la guerre contre la Ligue Awami.

(3) Le Parti communiste du Bengale oriental, dirigé par le vieux leader maoïste Toha, maintint également une position de lutte armée. Mais après avoir subi un important échec dans le district de Rajshahi en 1974, le groupe se retira de la lutte armée.

Ces groupes diffèrent de leurs homologues en Inde en ce que quelques'uns d'entre eux ont une authentique expérience de la lutte de masse armée. Pendant la guerre, ils combattirent en étroite coopération avec les jeunes majors et colonels de l'armée du Bangladesh. A des degrés divers, ils restent tous à l'intérieur du schéma de l'orthodoxie maoïste, mais avec la reconnaissance par Pékin du nouveau régime, ils pourraient bien voir supprimer l'aide politique et matérielle et peuvent même être éventuellement dénoncés comme des "révisionnistes à la Lin Piao". Certains de ces groupes retourneront sans aucun doute à l'opportunisme et ne s'opposeront pas à la nouvelle dictature-sur la base de ce qu'elle a renversé une "marionnette du social-impérialisme". Ils peuvent même refuser d'exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Les marxistes-révolutionnaires auront à combattre toute manifestation de cette sorte d'opportunisme encore plus vigoureusement que par le passé parce que ce qui est à l'ordre du jour au Bangladesh aujourd'hui, c'est la révolution permanente : la seule solution à la crise de ce pays réside dans le renversement du capitalisme et son remplacement par un Etat prolétarien. Il n'y

a aucune possibilité d'étape intermédiaire de "démocratie nouvelle" (d'un caractère de classe non déterminé) ou d'une démocratie bourgeoise. Toute organisation politique qui refuse de le comprendre se retrouvera dans une impasse.

Pour le moment, la situation à Dacca reste confuse et il serait prématuré de discuter de l'orientation du nouveau régime dans tous les détails. Les informations selon lesquelles le nouveau gouvernement aurait instauré la "République islamique du Bangladesh" ont été vigoureusement démenties par Dacca, au grand embarras du ministère pakistanais des Affaires Etrangères qui avait gratifié le nouveau régime d'une reconnaissance immédiate. Mais un certain éloignement de l'Union soviétique et de l'Inde parait vraisemblable et si une guerre civile éclate, les marxistes-révolutionnaires devront exiger qu'aucun Etat n'intervienne au Bangladesh et devront lutter contre toute nouvelle intervention indienne.

Mais le trait le plus frappant des évènements au Bangladesh est qu'ils démontrent que l'instabilité continue à dominer le sous-continent de l'Asie du Sud, une instabilité qui caractérise la région déjà depuis les explosions de 1971. L'étendue de la crise sociale dans cette région est telle que cette instabilité va durer, bien que de façon inégale. Indira Gandhi aura à prendre quelques leçons du Bangladesh avant qu'elle ne décide d'instaurer l'état d'urgence en Inde.

3 septembre 1975 ■

Lors de la conférence de Nakuru
Neto, Holden et Savimbi

angola

VERS LA GUERRE CIVILE ?

C. GABRIEL

Une accélération brutale de la situation politique angolaise s'est amorcée à la suite de la conférence de Nakuru au Kenya, où les directions respectives du MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), le FNLA (Front national de libération de l'Angola) et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) s'étaient accordées pour le "désarmement des civils", sorte d'amendement aux accords d'Alvor.

Cette conférence, ayant une certaine fonction de baroud d'honneur pour sauver le gouvernement de coalition, ne pouvait donner des illusions qu'à la direction du MPLA. Ni Holden Roberto (FNLA), ni J. Savimbi (UNITA) ne considéraient le gouvernement de coalition comme la forme stable de régime politique après l'indépendance prévue pour le 11 novembre (Voir INPRECOR N° 31 du 17 juillet 1975).

La puissance du mouvement de masse en milieu urbain rendait illusoire un gouvernement où cohabitaient un mouvement nationaliste pressé par sa base populaire et deux organisations agissant comme cinquième colonne de l'impérialisme.

C'était dans le cadre de cette illusion que la direction du MPLA "instrumentalisait" le mouvement de masse, en cherchant à l'utiliser tactiquement en faveur des rapports de forces politiques au sein du gouvernement de coalition et des batailles politiques. Les appels à la modération, les proclamations pour "élever la production" et finalement l'accord de Nakuru illustraient cette ligne droitière de la direction du MPLA après les accords d'Alvor (Voir pour plus de détails INPRECOR N° 31).

Et puis vint la décision d'expulser le FNLA de Luanda, ouvrant une nouvelle période d'affrontements et de guerre civile. Y-a-t-il, alors, un changement de nature de la direction du MPLA ? Sans aucun doute, non ! Mais les rapports entre cette direction petite-bourgeoise et les masses sont extrêmement complexes dans la conjoncture sociale présente.

Le MPLA entre hier et aujourd'hui

A l'origine de sa formation, la direction du MPLA est petite-bourgeoise urbaine (Voir INPRECOR N° 2 et 3). Son passage à la lutte armée rurale lui a permis de se construire une base paysanne de petite production villageoise dans des zones de développement social

très retardataire. Dans ce cadre, parler de "fin de l'exploitation de l'homme par l'homme" n'avait guère les mêmes résonnances qu'en milieu urbain. Durant les dernières années de lutte, alors que se développaient rapidement des tendances bureaucratiques au sein de l'appareil, les villes se grossissaient de milliers de nouveaux salariés, suite aux courants nouveaux d'investissement et d'industrialisation.

Dans cette phase suivant le 25 avril 1974, un phénomène très important va se produire : l'entrée au sein du MPLA d'éléments jeunes, issus de milieux urbains radicalisés dans la dernière période, notamment pour ce qui est des étudiants venant de Lisbonne. Ces éléments prendront rapidement une part de responsabilités intermédiaires dans le cadre du "pouvoir populaire", des commissions de quartier. Ils constituent, par leurs liens avec les masses, une force de pression considérable sur la direction du mouvement. Malgré les insuffisances, leur influence maoïsante et leur référence à une "démocratie populaire", ils ont cherché à exprimer les potentialités anti-capitalistes du mouvement de masse urbain. Pour eux "la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme" a une signification anti-capitaliste précise -- signification qu'ils ont pu partiellement enseigner aux travailleurs.

C'est pourquoi, avant et après les accords de Nakuru, les pressions ont dû se multiplier sur la direction du mouvement. Par exemple, nous avons connaissance d'un communiqué des travailleurs de SIGA, après l'annonce de la conférence de Nakuru, déclarant : "Mais nous, en tant que militants et sympathisants, et progressistes de SIGA, nous exigeons que notre Président et tous les camarades du Comité central et du Bureau politique n'acceptent pas que le sommet se réalise en dehors du pays, mais au contraire dans le pays, dans la capitale. C'est pourquoi tous les travailleurs de l'entreprise SIGA appuient et encouragent notre cher président camarade, le Dr. Agostino Neto, pour qu'il n'accepte pas de céder un millimètre dans la réalisation du sommet en dehors du pays et de la capitale".

En fait, il y a tout lieu de penser que l'hétérogénéité du MPLA s'est fortement accélérée après le 25 avril. Aujourd'hui les conflits doivent être multiples, notamment entre cette nouvelle couche et les cadres formés dans une lutte armée paysanne. Ce type de conflit s'ajoute à bien d'autres, qui, au sein de la bureaucratie dirigeante, impliquent les rapports avec des Etats africains, les rapports avec l'UNITA, la situation portugaise, etc..

Mais rien ne peut s'expliquer uniquement par la "pression de la base". En fait, la conjoncture sociale détermine encore pour une période l'attitude de la direction vis-à-vis du mouvement de masse. En effet, malgré sa ligne multiclassiste, la direction du MPLA n'a pas, pour le moment, d'appui bourgeois quelconque, angolais ou colonialiste. Ses tractations, ses batailles politiques vis-à-vis du FNLA et de l'UNITA ne peuvent se règler par cercles bourgeois interposés. Seul le mouvement de masse constitue aujourd'hui l'argument décisif du MPLA. Cette situation peut effectivement évoluer, soit au premier degré par l'appui soudain de cercles bourgeois au MPLA, soit au second degré par la médiation d'un accord MPLA-UNITA. Cette dernière, sentant le vent tourner militairement, peut effectivement jouer la carte du "cheval gagnant" en maintenant son activité de pression sur l'aile droite de la direction du MPLA.

Un personnage comme Lucio Lara représente la composante droitière de la direction et ne supporte les formes d'auto-organisation des masses que parce qu'il n'a pas, lui, les moyens politiques de s'opposer à elles.

Mais une telle perspective reste improbable, ou du moins périlleuse pour la cohésion du mouvement. La guerre civile va jouer dès lors un rôle décisif dans les rapports de forces politiques au sein du MPLA.

La contre-offensive du MPLA

Alors que se déroulait sagement la conférence de Nakuru, le FNLA, par nature, se servait du respect mythique de la "légalité d'Alvor" de la part du MPLA pour se livrer à une offensive en règle.

Le 15 juin il attaquait au nord les villages de Forte Republica, Brito Godins, Caombo, Duque de Bragança, Cuale et Cangola. Le 18 juin il passait à d'autres dont Quinculungo, Samba Caju et Barra do Dande. Appuyée par son arrière zaïrois la direction du FNLA vise alors à faire des districts de Zaïre et Urge de véritables bastions autonomes et impénétrables.

Dans le même temps, à Luanda, le FNLA reprenait sa pratique d'intimidation et de terrorisme.

Après quelques jours d'accalmie à la suite des fameux accords de Nakuru, le 4 juillet, le FNLA repart à l'attaque des villages de Tango et Kassumba Kambaia dans le district de Cuanza-Norte.

Le 9 juillet, dans la capitale, il mitraille le local de l'Union nationale des travailleurs angolais, syndicat de masse fortement implanté et lié au MPLA, ainsi que le cortège funèbre d'une militante du MPLA. Le 10 juillet, à 9 heures du matin, il reprend son attaque contre le siège de l'UNITA, puis contre celui du MPLA.

Le FNLA concentre alors un nombre important de troupes dans Luanda, prêtes à prendre la totalité du pouvoir et à règler son compte au mouvement de masse. C'est dans ces cir-

constances que la direction du MPLA décide une contre-offensive visant à expulser le FNLA de Luanda.

L'opération sera de courte durée (2 à 3 jours) et se soldera par une victoire totale. Le communiqué du 16 juillet, émanant de la représentation d'Alger (Paulo T. Jorge) présente les FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola -- forces armées du MPLA) comme le principal acteur des affrontements, et se contente de mentionner la population luandaise "acclamant" les FAPLA et les aidant à vider les locaux du FNLA.

Opération purement militaire encore une fois ? Probablement. Mais cette fois-ci les conséquences impliquent directement les capacités futures de résistance de la population face à la nouvelle offensive du FNLA pour reprendre la ville. C'est donc maintenant que se pose véritablement la question de l'armement populaire, des milices armées et du potentiel militaire. C'est pourquoi l'armée portugaise n'est pas neutre.

L'armée portugaise

Beaucoup plus qu'au Mozambique et sans comparaison avec la Guinée Bissau, l'armée coloniale d'Angola est une armée divisée.

Certes, une partie de la troupe, écoeurée par cette guerre sans fin, sensibilisée par le 25 avril, a fait cause commune avec le MPLA dans lequel elle voyait "l'allié du MFA".

Mais l'existence dans ce pays d'une bourgeoisie importante, le poids d'une vie urbaine aisée loin des combats, a largement permis une osmose entre l'armée et la bourgeoisie et petite-bourgeoisie coloniales. Coutinho tenait difficilement ses troupes et principalement l'aviation. Après lui, Cardoso prit fait et cause pour le FNLA et l'UNITA. Aujourd'hui c'est son bras droit, Macedo, plus favorable au MPLA, qui a pris la relève.

Mais, quoi qu'il en soit, l'armée portugaise est divisée et une large fraction d'entre elle est prête à s'opposer au MPLA. Des troupes portugaises attaquèrent le siège du MPLA de Luanda (Villa Alice) faisant prêt de 30 morts.

A la suite des derniers affrontements elle a engagé un mouvement de repli général sur Luanda et les grandes villes, libérant le nord du pays et facilitant ainsi l'aide sans retenue de l'armée zaïroise au FNLA. Par ce mouvement, l'armée portugaise oblige toute la population blanche à rallier les grandes villes, à abandonner plantations et commerces et à demander son rapatriement. Dans les combats entre le FNLA et MPLA, l'armée portugaise est restée neutre, se contentant de proposer ses bons offices pour d'éventuelles négociations.

Dans une telle situation la présence de la troupe portugaise est néfaste. Dans le pire des cas elle représente un danger de coup de poignard dans le dos du MPLA et, dans le meilleur des cas, elle maintient les pires illusions dans le mouvement de masse et retarde sa volonté d'auto-défense (1).

Le seul mot d'ordre doit donc être à ce propos : "Troupes portugaises hors d'Angola, toutes les armes et tout le matériel au MPLA et aux comités populaires". Alors qu'on annonce la présence de troupes sud-africaines dans le Sud après qu'elles aient délogé le MPLA victorieux à Pereira Deca, on attend encore une prise de position de l'état-major portugais en Angola. Ceux qui, au Portugal se battent pour le boycot pur et simple des transports de troupes métropolitaines en Angola, ne font que la moitié du travail. L'armement des milices populaires et du MPLA doit être inclu dans cette bataille.

Or, le refus d'aller en Angola "contre l'impérialisme et le social-impérialisme" constitue évidemment un refus de soutien au MPLA, implicitement désigné comme l' "agent de Moscou".

Par contre, ne rien dire du tout sur la présence des troupes portugaises sous prétexte de pouvoir sur place prêter main forte au MPLA est aussi une erreur grave. La situation présente et la nature de l'armée portugaise en Angola interdisent un tel pronostic.

Le FNLA dispose aujourd'hui de rapports de forces qu'il n'avait pas au moment du 25 avril. De ce point de vue il a renforcé sa crédibilité aux yeux des fractions impérialistes qui le soutiennent. Fondamentalement lié et dépendant du régime zaïrois, il dépend en partie des rapports entre le Zaïre et l'impérialisme mondial. Mobutu n'est pas un "fantoche manipulé". Il est aujourd'hui un dictateur s'appuyant sur les richesses colossales de son pays pour monnayer entre les différentes fractions impérialistes son rôle contre-révolutionnaire en Afrique centrale. Autour du régime mobutiste et des batailles d'intérêt concurrentiels peuvent se faire et se défaire diverses alliances et influences conjoncturelles.

Sans remettre en question pour le moment, l'alliance privilégiée avec des intérêts nord-américains, il se peut qu'à l'avenir viennent interférer d'autres pressions comme à pu l'annoncer le voyage de Giscard d'Estaing à Kinshasa. Le MPLA a dénoncé l'existence d'un pont aérien américain entre le Zaïre et une base aérienne en territoire angolais, gracieusement laissée au FNLA par l'état-major portugais.

"Le Monde" a aussi noté l'existence possible de livraisons d'armes françaises au FNLA et la présence d'un militaire français sur le terrain. A l'heure où l'Afrique du Sud pénètre au

Sud pour reprendre des villes des mains du MPLA il ne fait plus de doute que le voyage de Chipenda (vice-président du FNLA) en Namibie voilà quelques semaines aura été un voyage décisif pour la simultanéité des opérations militaires. La direction du FNLA sera donc amenée à composer et à mesurer, jour après jour, les soutiens prudents qu'elle obtient de-ci, de-là.
La rentrée en territoire angolais des milliers de réfugiés du Zaïre, crée dans les zones contrôlées par le FNLA un problème insoluble de déficit vivrier.

Le refus de la part de la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de condamner l'attitude portugaise en Angola sur proposition zaïroise a montré la précarité des appuis diplomatiques africains du FNLA, non par sympathies pour le MPLA, mais par peur de cette puissance économique et militaire que représenterait un axe Kinshasa-Luanda sous l'égide d'un Mobutu et d'un Roberto Holden.

De son côté, l'UNITA avait joué, dès le 25 avril, la carte de l'apparente neutralité entre MPLA et FNLA.

Dans cette période elle recherchait prioritairement, au nom d'un Angola multi-racial, l'appui des secteurs réactionnaires du colonat et y compris du Front Uni Angolais du fasciste Falcao. Or, la fuite de toute cette colonie portugaise a coupé l'herbe sous le pied de l'UNITA. (2) Confrontée par ailleurs aux affrontements répétés entre MPLA et FNLA, le mouvement de J. Savimbi a bien dû réviser sa tactique.

Jouant à fond la carte régionaliste, l'UNITA s'attela à la construction de son fief. Implantée au sud du fleuve Cuanza, l'UNITA a cherché à éviter que la guerre ne se généralise au Sud. Savimbi a encouragé les activités économiques de "sa" zone. Il a affirmé garantir la sécurité des vies et des biens des populations européennes. Des rumeurs ont circulé d'une possible sécession de cette région sous responsabilité de l'UNITA en cas de conflit généralisé. Cette région est effectivement la plus riche, la plus pénétrée par les intérêts européens (chemins de fer de Benguela, mines de Cassinga...) L'appui des cercles européens de la CEE, des intérêts français et allemands (Krupp est majoritaire dans les mines de fer de Cassinga) est un atout que ne veut pas perdre Savimbi.

Mais la généralisation des conflits rend difficile cette régionalisation de l'UNITA. C'est pourquoi, on assiste à une incroyable partie de poker entre le MPLA et le FNLA à propos de l'UNITA. Alors que les troupes de Savimbi font cause commune avec celles du FNLA contre le MPLA, ce dernier annonce des négociations avec l'UNITA.

Le dimanche 17 se tenait à Luanda une grande manifestation de masse de soutien au MPLA. A cette occasion, Lopo de Nascumento, membre du MPLA et du gouvernement de coalition a déclaré à l'Agence France-presse que l'alliance de son mouvement avec l'UNITA était nécessaire! Au même moment, les deux mouvements s'affrontaient à Luso dans le sud-est du pays et le MPLA était encerclé dans Lobito par les troupes conjointes du FNLA et de l'UNITA.

Une telle démarche met bien en évidence l'opportunisme de la direction du MPLA qui reconnaît publiquement (interview de Neto le 3 mai dans "Sempre Fixe", hebdomadaire de Lisbonne) l'implantation de l'UNITA au Sud.

Mais elle révèle aussi le caractère conflictuel d'une alliance entre FNLA et UNITA, obligeant cette dernière à monnayer tout azimut sa "représentativité" régionale. Plus faible militairement, l'UNITA est prête à rallier le MPLA suivant les fléchissements du soutien impérialiste au FNLA. Mais cela ne supprimera pas pour autant sa nature contre-révolutionnaire ; cela ne fera pas oublier ses attaques contre l'auto-organisation des travailleurs et contre les grèves, cela ne supprimera pas ses alliances avec certains secteurs impérialistes.

Aujourd'hui, le FNLA et l'UNITA constituent les forces uniques dont dispose l'impérialisme pour imposer une solution néo-coloniale en Angola. Etant donné la présence déjà considérable des investisseurs étrangers dans ce pays, la rencontre entre les intérêts des uns et les ambitions des autres placent ces deux organisations au centre des tractations.

Le mouvement de masse urbain ne s'y trompe pas, surtout lorsqu'il met à sac la "maison du peuple" (sic) du FNLA à Luanda et y trouve une série de salles de torture parfaitement équipée et des charniers où s'entreposent des dizaines de victimes.

C'est pourquoi la direction du MPLA, encore une fois, donne des réponses insuffisantes pour l'avenir de la lutte.

La direction du MPLA maintient sa ligne

Dans sa déclaration du 16 juillet, Paulo J. Jorge, membre de la Commission des relations extérieures donne le ton en inscrivant comme première cause de la nouvelle situation "le manque de respect des accords d'Alvor, fondamentalement de la part du FNLA mais souvent en collusion avec l'UNITA" et il ajoute un peu plus loin : "dans la légitime préoccupation de surmonter les affrontements armés et trouver une nouvelle plate-forme commune entre le MPLA, le FNLA et l'UNITA - malgré des divergences

politiques et idéologiques et des antécédents historiques entre eux - afin de permettre un développement harmonieux, dans l'ordre et dans le calme, du processus de décolonisation, les dirigeants de ces trois organisations se sont rencontrés à Nakuru (Kenya), en juin 75 et un nouveau protocole a été signé, réaffirmant plus ou moins les clauses fondamentales des accords d'Alvor. Mais le FNLA, une fois de plus, n'allait pas respecter les nouveaux accords malgré (sic) l'évidente bonne foi (resic !) des dirigeants du MPLA".

Voilà comment un membre important de l'appareil fait l'histoire récente de son pays!

Dans le numéro 14 de son journal "Victoria certa", du 19 juillet, en pleine contre-offensive, le MPLA publie un court article sur le pouvoir populaire où est exprimée la nécessité de développer le pouvoir populaire : "Les formes organisationnelles du pouvoir populaire doivent être renforcées et amplifiées, afin que le peuple puisse librement s'exprimer et défendre ses intérêts, qui sont, fondamentalement, les intérêts des ouvriers et des paysans. Ces classes doivent être largement représentées dans les organes populaires et ceci indépendamment des mouvements de libération, des tribus ou des races. Le peuple doit s'exprimer de façon organisée, le peuple doit lutter et choisir librement son avant-garde"

Dans un communiqué radio-diffusé à Luanda, le B. P. du MPLA "lance un appel véhément aux commissions populaires de quartier pour qu'elles constituent des groupes de vigilance dans tous les quartiers, formés par des citoyens conscients et disciplinés, avec pour objectif d'empêcher que des groupes marginaux à la solde ou non de la réaction, commettent des actes de banditisme, comme des assassinats, pillages, déprédations et violences". Le MPLA appelle l'organe coordinateur des communes populaires de quartier pour que "ensemble avec la municipalité de Luanda, ils étudient la manière de donner une solution pratique aux problèmes de l'enterrement des cadavres, du manque d'eau et de lumière et d'autres de leur compétence" ("A Capital" -17. 7. 75).

Ces déclarations sur le pouvoir populaire restent largement ambigües dans la mesure où elles en définissent une fonction pratique et non pas une stratégie de développement de l'auto-organisation et de l'auto-défense comme forme première de pouvoir d'Etat des masses laborieuses.

Les rapports entre MPLA et appareil d'Etat restent d'autant plus dans l'ombre qu'est rappelé en permanence le respect aux accords d'Alvor, c'est-à-dire à une forme de gouvernement bourgeois. Là se situe la contradiction fondamentale qui induit dans le mouvement de masse les pires illusions.

Si les troupes du mouvement sont aujourd'hui encerclées à Lobito, Luso et NovaLisboa par des troupes du FNLA à des centaines de kilomètres de leur base arrière zaïroise, si l'UNITA a fait du Sud son fief, c'est grâce à l'égalité formelle que confèrent les accords d'Alvor aux trois organisations. En pleine guerre civile, au moment où se joue le sort de la révolution angolaise, évoquer les accords d'Alvor comme toile de fond de la bataille politique du MPLA est irresponsable.

Ceci confirme à loisir les choix nationalistes de la direction du mouvement.

Celle-ci n'a déclenché la contre-offensive que parce que sa propre survie était menacée par le FNLA. Chaque membre de cette direction sait qu'en l'absence de tout autre soutien que celui des masses, le FNLA les éliminera physiquement sans délais.

Mais qu'un an et demi de compromis pourris avec ces agents de l'impérialisme aient produit ces rapports de forces instables échappe totalement à l'analyse de la direction du MPLA. Elle continue à fournir aux masses une analyse moralisante des "méchants qui refusent de respecter leur parole".

Pour lutter contre le FNLA, il faut placer le combat des masses angolaises dans le cadre de toute la révolution africaine. Il faut réveiller les masses des pays néo-coloniaux et ne pas se contenter de combats à fleuret moucheté sur la scène de l'OUA.

Quand à l'UNITA, voici l'analyse d'A. Neto dans l'interview du 3 mai au "Sempre Fixe" : "Actuellement, l'UNITA suit le même chemin que le FNLA et c'est pourquoi nous n'avons aucune possibilité de travailler ensemble à l'intérieur du gouvernement. On ne peut pas dire que l'UNITA soit neutre. Bien sûr, le choc principal n'est pas avec l'UNITA ; nous avons néanmoins de bonnes raisons de penser que si l'UNITA était seule en présence, son attitude ne serait pas différente. Même dans ces conditions nous espérons encore que l'UNITA suivra le chemin de la conciliation, le chemin de la véritable paix".

Curieuse conception de la conciliation et de la paix, après avoir mis sur le même pied FNLA et UNITA. Tout cela ne peut favoriser une éducation de mouvement de masse. Au contraire, chaque déclaration est soigneusement dosée pour satisfaire tout le monde et laisser la porte ouverte à de nouvelles négociations véreuses pour un gouvernement d'unité quelconque.

Il est bien vrai qu'aujourd'hui l'UNITA s'est taillée une base dans le Sud. Mais ce n'est pas en faisant une alliance tactique sur le dos du mouvement de masse urbain qu'on fera revenir l'histoire en arrière.

C'est avant tout un corps de mots d'ordre en direction de ses secteurs paysans et petits-bourgeois qui pourrait encore démasquer l'UNITA. Et si cela est en préparation, tout peut être à nouveau compromis en redorant le blason de Savimvi par une alliance de dernière minute.

Pékin et la contre-révolution angolaise

La bureaucratie soviétique s'était contentée pendant de longs mois de soutenir le MPLA sans prendre de position clairement hostile au FNLA. Le respect des accords d'Alvor, mais surtout le ménagement de tout le monde face à un avenir incertain guidaient la diplomatie soviétique.

Depuis quelques temps le ton change. Le 17 août, la "Pravda" accusait le FNLA d'être soutenu par "Pékin, par les racistes d'Afrique du Sud et par les monopoles multinationaux qui veulent conserver les richesses naturelles de l'Angola".

Le soutien au MPLA qualifié "d'avant-garde révolutionnaire éprouvée dans ce pays" (Krasnaia Zvezda du 17.8) est décisif pour la diplomatie soviétique en Afrique australe et centrale. La défaite du MPLA conduirait à une pénétration décisive de la diplomatie US, à un recul des positions gagnées par le SWAPO de Namibie et par l'ANC de Rhodésie, qui sont les meilleurs espoirs de la diplomatie du Kremlin.

Toutefois, le "travail" est déjà bien ébauché par l'attitude ouvertement contre-révolutionnaire de la direction chinoise.

On sait que Pékin envoya plus de deux cents instructeurs dans le FNLA à la suite des accords sino-zaïrois. On signale aujourd'hui la présence de Chinois sur des lignes avancées du front, à Caxito (interview d'un camarade de la LCR française de retour d'Angola), révélée par un prisonnier FNLA.

Les explications qui sont données aujourd'hui sont implicitement des dénonciations du MPLA.

Le 26 juillet "Chine nouvelle" écrivait qu'il n'existe "aucun conflit d'intérêt" entre les différents mouvements de libération en Angola, et les heurts qui peuvent les opposer sont essentiellement dus aux "manoeuvres de dissenssion" perpétrées par l'Union soviétique. "A la veille de l'indépendance de l'Angola, et juste après la signature de l'accord de Nakuru par les trois organisations angolaises, les sociaux-impérialistes soviétiques ont provoqué d'une manière flagrante un conflit armé en Angola pour saper l'indépendance de ce pays et en obtenir le contrôle en raison de son emplacement géographique stratégique".

"Chine nouvelle" accuse l'URSS de livrer à Luanda (implicitement pour le MPLA), "d'importantes quantité d'armements lourds". "Bien que l'OUA reconnaisse et soutienne les trois mouvements de libération angolais, le social-impérialisme soviétique les a classés d'une manière vicieuse en trois catégories : révolutionnaire, non-révolutionnaire et contre-révolutionnaire... et cela malgré le fait que ces trois mouvements aient pendant des années persévérer dans la lutte armée".

Le 12 juillet Chai-Se-Min président de l'association pour l'Amitié avec les pays étrangers, a reçu une délégation du FNLA. La délégation du FNLA reçue à Pékin était conduite par Hendrik Vall Neto, secrétaire d'Etat à l'Information du gouvernement de coalition. Cet individu est celui-là même qui en février attaqua à la tête d'un commando du FNLA, les installations de la radio de Luanda, enlevant et torturant un speaker, sympathisant du MPLA et malmenant les travailleurs car ils avaient donné trop d'écho à la campagne de pouvoir populaire. Cette réception à Pékin (émission de l'agence Hsinhua captée à Tokyo) se déroula au moment même où le MPLA vidait le FNLA de Luanda !

Pour un combat anti-capitaliste

On ne saurait rester neutre entre les trois mouvements de libération sous prétexte d'une conception gradualiste qui jugerait comme première étape la lutte "du nationalisme angolais" contre la présence portugaise.

La pénétration internationale des capitaux en Angola rend la question du "néo-colonialisme portugais" totalement dépendante de la soumission de l'économie angolaise aux intérêts impérialistes divers qui se partagent les concessions. C'est pourquoi, la démarche prioritaire est de déceler la jonction entre des forces telles que le FNLA et l'UNITA et les intérêts des différentes fractions impérialistes. (cf. "Inprecor" n° 31).C'est là une critique fort pertinente aux réformistes portugais qui se disent contre toute solution néo-coloniale mais se taisent sur les accords passés par Lisbonne avec une multitude d'entreprises impérialistes pour le pillage de l'Angola. Les divisions au sein du "nationalisme angolais" recouvrent bel et bien les conflits entre les tenants d'une solution néo-coloniale immédiate et un mouvement de masse ayant fait ses premières expériences d'auto-organisation et partiellement contrôlé par une direction nationaliste petite-bourgeoise.

Lorsque nous disons soutenir le MPLA nous nous adressons aux masses angolaises et nous leur disons : "Nous soutenons le MPLA parce qu'il est aujourd'hui la force politique et militaire dans laquelle vous placez votre confiance et dont vous remplissez les rangs. Nous soutenons le MPLA parce qu'il est aujourd'hui l'u-

nique force militaire qui s'oppose à la plus brutale réaction qu'ait connue la révolution africaine. Mais les raisons pour lesquelles vous vous battez, pour la fin de toute exploitation, pour un Angola réellement libéré de toute contrainte impérialiste, la direction du MPLA ne pourra en définitive les satisfaire. Votre direction croit concilier votre combat avec la diplomatie africaine et "l'unité nationale", en faisant l'économie d'une véritable révolution socialiste. En soutenant le MPLA c'est votre lutte que nous soutenons, celle des travailleurs et des paysans pauvres, celle des militants et cadres révolutionnaires du MPLA. Mais nous vous mettons en garde contre les zigzags de la direction nationale, contre ses illusions et ses hésitations".

Convaincus qu'une ligne de classe passe à travers ce mouvement, nous estimons que la voie qui peut mener à une radicalisation de la lutte et à sa transcroissance en révolution sociale passe par la construction d'une authentique direction communiste.
C'est donc dès maintenant que les éléments conscients du mouvement doivent pouvoir s'organiser et avancer leurs perspectives propres.

Une tendance de lutte de classes s'affirmerait dans la période actuelle en refusant tout nouvel accord politique avec le FNLA et l'UNITA en tirant un bilan critique des accords précédents et en dénonçant la formule du gouvernement de coalition. Une telle tendance dépasserait les formules vagues des éléments maoïsants sur une "démocratie populaire", pour formuler les tâches concrètes d'une révolution socialiste. Le développement des comités de quartier et des milices populaires comme formes préparatoires au pouvoir d'Etat des masses, l'expropriation sans indemnités des capitalistes, un corps de mots d'ordre en direction de la paysannerie, des réponses claires quant à l'auto-détermination des groupes ethniques, à l'usage des langues nationales, à la destruction des formes de propriété en zones caféières, etc. ; tout cela doit contribuer à relancer un mouvement de masse déjà fatigué par la famine et les massacres.

Briser les illusions nationalistes en dénonçant la mascarade de la diplomatie africaine, en appelant les masses congolaises, zaïroises et zambiennes à se mobiliser et en appelant la solidarité militante des révolutionnaires africains et du mouvement révolutionnaire international, voilà la meilleure réponse aux appels unitaristes d'un Kaunda.

Un tel regroupement d'avant-garde serait non seulement les prémisses d'une direction révolutionnaire reconnue, mais aussi, la seule alternative face à une direction actuelle du MPLA que chaque pas risque de briser en fractions au sujet de négociations avec l'UNITA ou encore sur une déclaration unilatérale d'indépendance et bien d'autres choses...
Les risques d'internationalisation du conflit n'ont pas disparu. Déjà, on parle d'intervention militaire sud-africaine au sud pour "protéger" le barrage de Calueque sur le fleuve Cunene, régions où les Sud-Africains ont fortement investit pour produire l'énergie hydro-électrique que réclamne la Namibie.

Tout ceci concourt à donner aux luttes du peuple angolais un rôle décisif pour les futurs rapports de forces dans toute l'Afrique australe, au moment où le régime rodhésien négocie sa dernière carte et où Prétoria s'apprête à parquer les peuples de Namibie dans des Bantoustans concentrationnaires.

Aujourd'hui, le MPLA se bat pour le contrôle des côtes. Moçamedes, Benguela, Lobito, sont les batailles décisives pour l'approvisionnement et la logistique.

Les escarmouches de Caxito à 55 km au nord de Luanda, point le plus avancé du FNLA, prouvent que les troupes de Holden ont échoué pour le moment dans leurs tentatives de reprendre Luanda.

Le 15 août, le successeur de Cardoso, le général Antonio Ferreira Macedo déclarait le gouvernement de coalition incapable de prendre aucune responsabilité et décidait d'assumer seul le pouvoir exécutif. C'est face à cette décision que le MPLA, véritable maître de Luanda a évoqué une déclaration éventuelle d'indépendance unilatérale. La formule juridique n'est pas décisive, d'autant plus qu'elle peut dans l'esprit des dirigeants du MPLA impliquer de nouvelles tractations pour la reconnaissance diplomatique par une série d'Etats africains.

Face aux tergiversations du Portugal, il faut exiger aujourd'hui tout le pouvoir au MPLA.

- Troupes portugaises, sud-africaines et zaïroises hors d'Angola
- Pour une solidarité internationale avec luttes des travailleurs et paysans angolais
- Bas les pattes devant la révolution angolaise !

(1) Dans les rapports de forces militaires actuels, la question de l'aviation est décisive. Le premier mouvement qui disposera de quelques appareils aura toutes les chances de modifier fondamentalement la situation en sa faveur.
(2) Depuis plusieurs semaines, des milliers de Portugais attendent à l'aéroport de Luanda et à celui de Nova-Lisboa un avion de rapatriement. Certains de dirigent en colonnes de centaines de voitures vers la Namibie où les Sud-Africains les logent quelques temps avant de les réexpédier au Portugal.
Presque tous les jours se déroulent à Luanda des manifestations de colons anti-communistes et anti-MFA. La question de ces rapatriés réactionnaires n'est pas sans importance pour la situation intérieur portugaise.

22 août 1975 ■

arrestation de 20 militants révolutionnaires

Au début d'août, le gouvernement égyptien a annoncé par l'intermédiaire de sa presse aux ordres que vingt militants révolutionnaires avaient été arrêtés au début juillet, parmi eux, cinq jeunes femmes. Ils étaient accusés d'appartenir à la Ligue communiste internationaliste, le nouveau nom de l'ancien Groupe communiste Mustapha Khamis, une organisation qui adhère aux principes du marxisme révolutionnaire. (Pour le texte du premier manifeste du Groupe communiste révolutionnaire Mustapha Khamis, voir "Inprecor" n° 14/15 - 12 décembre 1974). Selon des informations parues dans d'importants quotidiens du Caire, les militants arrêtés étaient accusés d'avoir établi des relations avec le Groupe communiste révolutionnaire du Liban et la Quatrième Internationale et d'avoir organisé "le renversement du régime politique et économique" de l'Egypte pour le remplacer par un "régime communiste-trotskyste extrémiste". (Le récit le plus détaillé des arrestations est paru dans l'édition du 3 août du quotidien "Al Akhbar". Ci-dessous une traduction des principaux extraits de l'article de "Al Akhbar"). Les "preuves" présentées par le Parquet se composaient d'une machine à écrire et de quelques imprimés comprenant des tracts et des brochures.

Dans son édition du 16 août, le quotidien libanais "Beyrouth" a publié une liste partielle des militants arrêtés. Parmi eux :

- Oussama Khalil, employé à l'Université du Caire
- Ibrahim Azzam, étudiant de l'Université du Caire
- Najwa Abdel Ghaffar Al-Baassi, étudiante à la faculté des sciences économiques et politiques de l'Université du Caire
- Randa Abdel Ghaffar Al-Baassi, étudiante de la section commerciale de l'Université du Caire (selon "Al-Akhbar", elle est étudiante en agronomie à l'université Ain Shems du Caire
- Mohammed Beshir Al-Sibai, employé au département international de l'agence de presse égyptienne
- Le docteur Mohammed Bayuni, vétérinaire
- Mohammed Tayel, Ibrahim Ramadan, Mohammed Said Al-Jerjawi, Atef Salim et deux de ses soeurs (qui ne sont pas nommées), tous étudiants à l'Université du Caire
- Trois militants ouvriers, dont les noms ne sont pas donnés.

Les mêmes journaux mentionnent que ces camarades étaient détenus à la prison Al-Kalaa au Caire et que l'Etat avait empêcher leur famille de leur rendre visite. Des sources liées au bureau du Procureur disent que beaucoup parmi les prisonniers ont refusé de parler en dehors de la présence d'un avocat et que la plupart d'entre eux avaient demandé à être défendus par l'avocat égyptien bien connu Ahmed Nabil Al-Hilali. L'édition du 3 août du quotidien de Beyrouth "Al Anwar" rapporte que deux des vingt prisonniers, Muzahim Takriti et Abdel Kader Shakir étaient des Irakiens qui avaient été envoyés au Caire pour "instruire" les militants égyptiens dans l'usage de "l'encre sympathique et de l'écriture codée".

Un des aspects particulièrement odieux des arrestations est que le Procureur, agissant avec une mauvaise foi délibérée, essaya d'associer les camarades arrêtés à l'Organisation communiste arabe (OCA), une organisation ultra-gauche qui a dû faire face à la répression au Liban, en Syrie et au Koweit. Dans sa déposition devant le tribunal, le Procureur remarqua que cinq membres reconnus de l'OCA avaient récemment été pendus à Damas.

Le fait est cependant, que ni les camarades égyptiens, ni le Groupe communiste révolutionnaire du Liban n'avaient un lien quelconque avec l'Organisation communiste arabe, excepté celui-ci : les trotskystes arabes ont toujours défendu l'OCA contre la répression des régimes arabes bourgeois. Les divergences politiques fondamentales entre les trotskystes arabes et l'OCA sur des questions comme celle du terrorisme ne sont pas un secret, elles ont été suffisamment discutées dans la presse marxiste révolutionnaire du monde arabe.

Le but du gouvernement égyptien est parfaitement clair : cet amalgame fait partie de la mise en scène destinée à obtenir les sentences les plus dures possible contre les camarades égyptiens et à justifier l'étroite collaboration des polices secrètes égyptienne, libanaise et syrienne par la démonstration que tous les régimes du monde arabe ont à faire face à un "complot terroriste" international,

accusation qui a servi d'arme principale pour la chasse aux sorcières menée par les impérialistes et leurs alliés depuis plusieurs années maintenant.

Pourquoi ces arrestations?

Le régime Sadate se propose clairement de faire un exemple avec nos camarades dans l'espoir d'intimider tous les révolutionnaires et les mouvements de gauche qui agissent actuellement parmi les travailleurs et les paysans égyptiens. Il s'inquiète de l'activité politique croissante des travailleurs et de toutes les masses laborieuses du pays, activité que l'appareil de répression a été incapble de faire cesser.

Le renouveau du mouvement de masse égyptien commença avec les grèves étudiantes et les manifestations de janvier 72. Depuis lors, les étudiants sont descendus dans la rue à de nombreuses occasions, généralement pour protester contre la politique de capitulation du gouvernement à l'égard de l'Etat sioniste d'Israël et de ses soutiens impérialistes. Vers l'automne 74, la crise économique aggravée et les tensions sociales qui en découlaient ont entrainé un réveil de la classe ouvrière égyptienne. En septembre 74, date à laquelle fut mis en place le gouvernement du "libéral" Abdel Aziz Hegazi, les grèves ouvrières balayèrent Helwan, Shubra Al-Khaima et d'autres centres ouvriers. Les grèves furent si puissantes que le gouvernement fut obligé d'accorder des concessions économiques importantes. La grève de l'automne 74 a culminé avec la manifestation ouvrière massive du Caire le 1er janvier 1975. Le gouvernement riposta à la manifestation par une vague d'arrestations.

Cette répression cependant échoua à endiguer la marée. A la fin mars, les travailleurs de Mahalla Al-Kubra se mobilisèrent pour l'une des luttes les plus avancées de l'histoire récente du mouvement ouvrier égyptien, organisant des comités de grève, occupant les usines et résistant aux agressions armées des forces de répression.

La mobilisation de Al-Kubra convainquit les classes dominantes égyptiennes que le gouvernement Hegazi avait fait son temps. La montée des luttes de la classe ouvrière était un obstacle majeur pour la politique de Sadate d'"ouverture" économique et politique à l'impérialisme et à son capital. Les capitaux occidentaux n'aiment guère être plongés dans une situation instable, surtout pendant une récession internationale. Par ailleurs, les formes d'organisation qui apparurent durant les luttes de Mahalla Al-Kubra mirent en évidence la possibilité pour les travailleurs égyptiens de précipiter une explosion sociale généralisée.

La solution trouvée par les dirigeants égyptiens fut de remplacer Hegazi, le symbole de "l'ouverture économique" par Mahmoud Salim, un officier de police de carrière. La politique d'"ouverture" continua et s'approfondit même. On offrit aux travailleurs quelques concessions verbales destinées à les calmer. Mais la nomination d'un policier comme premier ministre était le signe de ce qui allait suivre : une forte intensification de la répression pour tenter de pacifier ce "front interne" auquel faisait référence le Procureur du Caire. L'arrestation des camarades de la Ligue communiste internationaliste est un premier essai pour éprouver la capacité du régime de décapiter le mouvement ouvrier.

Il y a quatre raisons principales pour lesquelles Sadate a décidé d'attaquer particulièrement les marxistes révolutionnaires égyptiens :

- Premièrement, les camarades ont joué un rôle important dans les manifestations étudiantes contre la politique de capitulation de Sadate devant le sionisme et, avec la signature du dernier accord avec Israël, le régime a des raisons de craindre de futures mobilisations en opposition à ce nouveau pas dans la capitulation.

- Deuxièmement, les camarades avaient été activement impliqués dans l'organisation et la défense des luttes des travailleurs pour les revendications économiques.

- Troisièmement, le régime craint tout spécialement que l'organisation marxiste révolutionnaire ne soit capable de jeter un pont reliant la protestation étudiante contre la politique de Sadate envers Israël et les mobilisations ouvrières ; le régime est pleinement conscient du rapport étroit entre les fronts "intérieur" et "extérieur" ainsi que de la nécessité où il se trouve d'empêcher les masses égyptiennes de prendre conscience de ce rapport.

- Quatrièmement, le régime espère qu'en imputant aux camarades égyptiens le fait d'avoir établi des relations avec des "étrangers" de la Quatrième Internationale, il pourra les isoler du reste de la gauche égyptienne, réussissant ainsi dans ses plans de répression tout en cachant sa propre capitulation devant l'impérialisme derrière un vernis nationaliste.

La nécessité de la solidarité

Il est crucial que la bourgeoisie égyptienne échoue dans ses tentatives, non seulement à cause de l'importance intrinsèque du mouvement ouvrier égyptien, mais aussi à cause du rôle d'avant-garde que ce joue ce mouvement pour toute la révolution arabe. L'échec de la tentative de Sadate d'écraser l'organisation marxiste révolutionnaire égyptienne aiderait à prévenir les attaques de la répression dans les autres pays arabes. Inversement, si Sadate réussit en Egypte, il sera

plus facile pour les autres gouvernements arabes de prendre la même voie. Déjà, les arrestations en Egypte ont été utilisées par la presse bourgeoise libanaise pour lancer une campagne contre le Groupe communiste révolutionnaire du Liban.

Les révolutionnaires et la gauche arabes ont déjà commencé à riposter. Le 4 août un communiqué commun pour la défense des camarades égyptiens fut publié par quatre organisations dont le Front populaire pour la Libération de la Palestine et le Front-populaire-Commandement général, une scission du FPLP. (Nous publions ci-après le texte du communiqué). Cette solidarité doit maintenant s'étendre internationalement pour que les attaques de Sadate contre les droits démocratiques les plus élémentaires, liberté d'association et liberté de la presse soient mises en échec.

LIBEREZ TOUS LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES EMPRISONNES EN EGYPTE !
SOLIDARITE AVEC LES MASSES EGYPTIENNES ET LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES !

LE RAPPORT DE «AL-AKHBAR»

Les Services de renseignements de la Sûreté de l'Etat ont réussi à arrêter une organisation communiste en relation avec les organisations communistes du Liban et de France. Vingt membres de l'organisation ont été arrêtés dont cinq jeunes femmes... L'organisation communiste a pour nom "Ligue communiste internationaliste" et pour but de renverser le régime politique et économique du pays et d'imposer le régime communiste extrémiste "trotskyste". Les services de sécurité suivaient l'activité de l'organisation depuis août 1974 jusqu'à l'arrestation de ses membres en juillet dernier... L'organisation communiste était en relation avec le Groupe communiste révolutionnaire du Liban et la Quatrième Internationale de France (qui est un groupe communiste extrémiste).

Les Renseignements de la Sûreté de l'Etat ont présenté des photographies, enregistrements, imprimés et documents prouvant l'activité de cette organisation communiste en Egypte... Une machine à écrire a également été trouvée, ainsi que plusieurs brochures prêtes à être diffusées, dans l'appartement de l'organisation au Caire...

Le Parquet de la Sûreté de l'Etat a diffusé hier les détails relatifs à cette organisation lors de l'examen d'une demande de mise en liberté présentée par Randa Abdel Ghaffar Al Baassi, étudiante en agronomie et membre de l'organisation, et examinée par la Cour de Sûreté de l'Etat, présidée par le Conseiller Hussein Mustapha Omar, le Parquet étant représenté par Abdel Magid Mahmoud.

Une organisation d'un type nouveau

Au début de la séance, Randa nia l'accusation qui lui est faite d'appartenir à l'organisation. Abdel Magid Mahmoud dit dans son réquisitoire :"Au moment où il faut renforcer le front intérieur, cette Ligue est venue détruire toute réalisation sur la voie du renforcement du front intérieur..." Il ajouta : "Cette Ligue essaye de fonder une organisation communiste secrète destructrice, non pas du type traditionnel mais une organisation extrémiste marxiste trotskyste qui établit des relations avec des organisations communistes étrangères. Cette organisation a donc volontairement accepté d'être l'agent de forces extérieures étrangères à nos convictions..."

Il dit également : "Cette organisation a contacté quelques marxistes trotskystes de l'extérieur, après quoi ils formèrent une organisation communiste groupant les accusés et dont le but est de renverser le régime politique et économique du pays et d'imposer le régime communiste extrémiste. Leur activité débuta pendant l'été 1974, en même temps commença l'observation de leur activité par les services de sécurité. Les Renseignements de la Sûreté de l'Etat présentèrent 13 rapports à la procuration de la Sûreté de l'Etat, puis l'organisation fut arrêtée le 3 juillet dernier.

Un soutien de l'extérieur

Les accusés ont reconnu avoir contacté le parti du Groupe communiste révolutionnaire du Liban qui est tenu pour être une section d'un parti communiste de France, ("la Quatrième Internationale"). Ils formèrent une organisation communiste suivant les deux organisations et commencèrent leur activité en créant ce qu'ils appelèrent "Groupe communiste Mustapha Khamis"; puis l'organisation se transforma en Ligue communiste internationaliste et adopta la ligne marxiste-trotskyste; ils dépendaient et se soumettaient au Groupe communiste révolutionnaire du Liban. Le contact et le soutien furent maintenus entre les

deux organisations. L'organisation libanaise envoya deux délégués avec des directives à l'organisation en Egypte ; ils se réunirent avec les membres de cette dernière et furent arrêtés ; il s'agit de Mozahem Takriti et Abdel Kader Chaker. L'organisation libanaise offrit un soutien financier pour l'achat d'une machine à écrire pour imprimer les brochures et les tracts ; les membres de l'organisation égyptienne furent également entrainés à l'utilisation de l'encre sympathique et de l'écriture en code. L'organisation libanaise leur envoya aussi des livres et des revues pour l'éducation dont la revue "Al Mounadel" publiée par l'organisation au Liban. Les membres de l'organisation louèrent un appartement pour leurs réunions...

Mahmoud demanda de garder Randa en prison parce que l' enquête n'est pas terminée et jusqu'à l'arrestation de quelques inculpés en fuite.

Puis il expliqua le rôle de l'accusée Randa Abdel Ghaffar Al Baassi, étudiante de la faculté d'agronomie de l'Université d'Aïn El Chams (19 ans) et invoqua les tracts et brochures trouvés dans son bureau.

Adel Amin, avocat de l'accusée, plaida, demanda sa mise en liberté à cause de son jeune âge et l'absence de preuves quant à sa participation aux réunions, son seul rôle étant que sa soeur Nagwa Abdel Ghaffar Al Baassi, étudiante à la faculté de génie d'Aïn El Chams et l'époux de cette dernière, Ibrahim Azzam sont accusés dans l'affaire...

Il ajouta que les imprimés trouvés avec elle ne prouvaient pas son appartenance à l'organisation... Le tribunal décida de libérer l'accusée avec assignation à résidence. Il est connu que la libération des accusés dans de telles affaires a lieu après confirmation de la décision ; le Parquet a le droit de s'opposer à la décision du tribunal.

(Suit un amalgame entre nos camarades et l'OCA, qui signale que 5 membres de cette organisation ont été pendus à Damas).

solidarité contre la répression!

La déclaration suivante fut rendue publique le 4 août 1975. Elle était signée du Front populaire pour la libération de la Palestine, du Front-populaire-Commandement général, du Parti socialiste des travailleurs arabes et du Groupe communiste révolutionnaire.

Au début de juillet, le gouvernement égyptien a arrêté 20 militants de gauche, les accusant d'appartenir au "Groupe communiste révolutionnaire". C'est un degré de plus dans la mise à nu du véritable visage du régime bourgeois égyptien. Ce régime a adopté le slogan d'"ouverture" ; mais ceci est une ouverture au capital impérialiste, à ses porte-parole réactionnaires et à ses agents patentés. Parallèlement à cette "ouverture", le gouvernement égyptien a intensifié ses attaques contre les forces progressistes, patriotiques et révolutionnaires. Il a accusé ces détenus d'appartenir à l'Organisation communiste arabe. C'est une accusation fausse qui doit être reléguée avec les plus méprisables traditions policières : amalgamer des organisations d'un certain type avec d'autres organisations qui adoptent des méthodes de lutte de masse.

La vérité, c'est que le régime de Sadate sombre dans une profonde crise économique et politique. Sa politique d'ouvrir l'Egypte à l'impérialisme à échoué sur deux terrains. Tandis que le chômage s'amplifie et que le niveau de vie des masses travailleuses baisse constamment, les intentions capitulardes de Sadate se heurtent au sionisme borné, retranché sur ses positions. Confronté à cette situation, le régime bourgeois en Egypte n'a pas d'autre choix que de réprimer les forces vives de la révolution qui combattent au coude à coude avec les masses étudiantes et travailleuses patriotiques.

Cependant, des mesures aussi désespérées ne pourront contenir la montée du mouvement de masse et de ses mobilisations contre un régime d'exploitation et de trahison. La solidarité du mouvement patriotique révolutionnaire arabe avec les masses égyptiennes et leurs militants révolutionnaires, qui est de son devoir, montre que le mouvement révolutionnaire égyptien ne sera pas arrêté, quelle que soit l'ampleur de la répression qui s'abat sur lui et qu'il ne sera pas isolé. Au contraire, il recevra toujours le témoignage de la solidarité totale de tous les révolutionnaires des pays arabes et du monde entier.

De même, nous avertissons le régime libanais qu'il ne prenne pas prétexte des actuelles arrestations en Egypte pour engager une campagne semblable au Liban. Le mouvement patriotique et progressiste du Liban défendra avec ardeur les droits démocratiques qu'il a acquis par la lutte. Il se dressera fermement contre toute tentative d'étendre au Liban la campagne du gouvernement égyptien contre la gauche.

- Libérez tous les emprisonnés de gauche!
- Bas les pattes devant le mouvement patriotique révolutionnaire!

Front populaire pour la Libération de la Palestine
Front populaire-commandement général
Parti socialiste des travailleurs arabes
Groupe communiste révolutionnaire

le 4. 8. 1975

(suite de la page 32)

Le 9 juin, la Justice Militaire émit sa sentence : 12 condamnations allant de 2 à 6 ans de prison. Dix des condamnés étaient accusés d'"atteinte à la Constitution et de Conspiration", les deux autres d' "atteintes à la Constitution et conspiration suivie d'actes préparatoires", l'un étant accusé d'être le fondateur d'un noyau de la Jeunesse socialiste d'avant-garde, l'autre d'être un membre dirigeant du PST-U. Trois jours après, un autre des accusés, étant mineur, fut remis en liberté, fut mis en liberté.
Il reste un militant emprisonné sans procès ni jugement.

Après trois mois d'isolement total pendant lesquels ils n'avaient ni le droit d'écrire, ni de recevoir la visite de leur famille, les condamnés furent autorisés à recevoir une correspondance limitée et censurée de leur plus proche famille. Actuellement, ils accomplissent leur peine dans un vieux wagon de chemin de fer, séparés par sexe, et attendant leur transfert définitif dans une des casernes ou un des établissements pénitenciaires dans lesquels sont répartis les 7000 prisonniers politiques du pays.

Entre-temps, 16 autres militants ont été requis par la Justice militaire (c'est-à-dire qu'un mandat d'amener a été délivré contre eux).
Dans cette situation, la plus difficile qu'aient dû affronter les militants ouvriers sous le

régime dictatorial établi dans ce pays depuis juin 73, nous appelons les démocrates et les révolutionnaires du monde entier à mettre en oeuvre de puissantes actions de solidarité.

Ils doivent dénoncer à travers toute leur presse la persécution des militants et le danger que courent, aux mains des militaires, les 13 emprisonnés.

Ils doivent porter cette dénonciation par des lettres ou des télégrammes à l'Ambassade d'Uruguay de tous les pays, en exigeant le respect des droits des prisonniers, la fin des supplices, des conditions plus humaines de détention, un régime de visite et de correspondance libre, les soins médicaux, des promenades quotidiennes, l'autorisation de recevoir et de lire toute la presse circulant légalement dans le pays, le droit d'accomplir toutes les activités manuelles ou intellectuelles qu'ils désirent.

Les organisations démocratiques mondiales et le mouvement de masse, tous les comités constitués spécialement pour défendre les droits de l'homme et les libertés, les syndicats ouvriers, les intellectuels, les organisations étudiantes doivent s'efforcer de faire pression sur le gouvernement uruguayen pour la défense des prisonniers politiques

(1) Forces Unifiées (FF.CC). C'est le nom de l'organe de coordination des trois armes militaires et de la police.

(2) "Baignoire", forme de torture qui consiste à plonger le prisonnier dans l'eau ou les excréments, jusqu'à suffocation.

Voici d'après "El Pais" du 29 mai 75, une liste de ces prisonniers :

Carlos Raùl Astellano Del Rio : célibataire, 29 ans, instituteur.
Fernando Alfredo Souto Souto : célibataire, 25 ans, employé.
Maria Liliana Caviglia de Soto : célibataire, 19 ans, étudiante.
Fredy Sixto Cabrera Dos Santos : célibataire, 19 ans, employé à "Plastela S.A.".
Ricardo Francisco Garcia Damonte : célibataire, 19 ans, étudiant.
Ramon Suarès Trelles : célibataire, 19 ans, employé de "Cambio Bafa".
Luis Alberto Villarubia Mesones : célibataire, 31 ans, étudiant.
Aldo Bruno Gill Baptista : célibataire, 19 ans, employé.
Hugo Javier Martinez Baez : célibataire, 19 ans, employé de l' "Institut anglo-uruguayen".
Walter Roberto Longo Porcile : célibataire, 19 ans, étudiant.
Ruben Schubert Coronel Clavijo : célibataire, 19 ans, employé de "Fabrica de Ladrillos Morris".

Julio Cesar Vuolo Castro : célibataire, 19 ans, employé.
Maria Cristina Araùjo Lopez : célibataire, 20 ans, employée dans une fabrique de chemises.
Maria de los Angeles Barboza Pena : célibataire, 21 ans, institutrice.

uruguay

liberté pour les prisonniers politiques

Le 23 mars, sept militants du PST-U ont été arrêtés par les "Forces Unifiées" (1) au cours d'une perquisition. La semaine suivante, sept autres militants furent arrêtés. De nouvelles perquisitions et des arrestations eurent encore lieu.

Les 14 personnes arrêtés furent détenues dans des casernes : au 4° Régiment de Cavalerie pendant les deux premiers mois et au 5° de Cavalerie par la suite.

Par la torture physique et psychologique, la torture "scientifique" sous contrôle médical, les "Forces Unifiées" prétendaient leur arracher des déclarations permettant d'obtenir l'organigramme de certaines organisations et d'arrêter d'autres militants.

Par les mêmes méthodes, ils voulaient les obliger à signer des aveux dans lesquels ils se déclaraient partisans de principes et d'actions typiques des organisations guérilléristes.

Les trois premières semaines, la torture fut intensive ; ils la subirent non seulement de façon quotidienne, mais plusieurs fois par jour. Pendant tout ce temps, même pour dormir, ils avaient la tête encapuchonnée et les mains liées. Pour manger et aller aux toilettes (deux fois par jour) on leur détachait les mains et on remontait le capuchon de façon à libérer la bouche.

Les chocs électriques, la "baignoire" (2), les coups sur tout le corps avec des matraques de caoutchouc spéciales, les menaces de mort, les menaces de viol des camarades femmes, mirent en danger pendant 20 jours la vie de 14 révolutionnaires dans les cachots de la dictature uruguayenne.

La répression en Uruguay mène contre les militants ouvriers et révolutionnaires une offensive très dure qui les met dans une situation extrêmement difficile.

(suite page 31)

Editeur responsable : René Groslambert, 34 rue Nothomb. 1040 Bruxelles